

Avant-propos

Ce fascicule regroupe les articles historiques présentant 15 écoles secondaires (1) du diocèse de Namur parus dans « Propositions », bulletin périodique du SeDESS Namur-Luxembourg (Service Diocésain de l'Enseignement Secondaire et Supérieur), de septembre 2007 à mars 2009. Un premier tome sorti en juin 2008 reprend déjà l'histoire de 14 institutions scolaires (2).

L'origine de ces différents établissements est multiple : congrégations, évêché, laïcs ; ils sont la continuation d'écoles primaires, d'écoles normales ou même d'institution pour jeunes filles délinquantes, ... ou tout simplement ils ont été fondés pour ouvrir des humanités ! Ils ont aussi des liens avec des établissements de promotion sociale : ils couvrent donc la globalité du paysage scolaire !

Les 15 instituts présentés dans ce fascicule sont souvent aussi le résultat de fusions et de restructurations dues à de nouvelles normes, à l'introduction de la mixité ou à d'autres éléments : ainsi à travers leur histoire, c'est celle de 24 établissements secondaires libres namurois et luxembourgeois que l'on peut découvrir.

Un grand merci à tous ceux qui ont collaboré, de près ou de loin à la publication de ce 2^{ème} tome d'une histoire qui s'écrit encore tous les jours.

Philippe MOTTEQUIN

Directeur des services diocésains de
l'enseignement secondaire et supérieur

(1) Le chapitre consacré aux Instituts Saint-Joseph de Ciney couvre deux établissements, l'Institut d'enseignement technique et professionnel ainsi que l'institut du même nom organisant du général.

(2) Le Collège d'Alzon à Bure, l'Institut Saint-Louis à Namur, le Collège Saint-Paul à Godinne, le Collège du Sacré-Cœur à Burnot, le Collège Notre-Dame du Bonlieu à Virton, l'Institut de la Sainte-Famille à Virton, l'Institut Notre-Dame à Philippeville, l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur à Beauraing, le Séminaire de Floreffe, l'Institut Sainte-Anne à Florenville, le Collège Notre-Dame de la Paix à Erpent, l'EPSIS de Schaltin, l'Institut Pierrard à Virton, le Collège Saint-Benoît à Maredsous.

Table des matières

L'Institut Jean XXIII à Rochefort-Jemelle	page 3
L'Institut Cardijn Lorraine à Athus	page 9
Les Instituts Saint-Joseph à Ciney	page 18
L'Institut Notre-Dame à Namur	page 25
L'Institut Georges Cousot à Dinant	page 29
L'Institut du Sacré-Cœur à Barvaux	page 33
Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant	page 38
L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau	page 45
L'Institut Sainte-Marie à Bouillon	page 53
L'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm	page 58
L'Ecole Professionnelle Saint-Lambert à Vedrin	page 68
L'Institut Sainte-Marie à Arlon	page 74
L'Institut Sainte-Begge à Andenne	page 80
L'Institut Saint-Berthuin à Malonne	page 85

L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle

L'Institut Jean XXIII de Rochefort résulte de la fusion en 1982 de l'Institut Saint-Joseph de Rochefort qui accueillait les garçons, et de l'Institut de la Sainte-Famille de Jemelle, ouvert aux filles.

1. L'Institut Saint-Joseph de Rochefort

En 1843, le conseil communal de Rochefort propose aux Frères des Ecoles Chrétiennes de s'occuper de l'éducation des garçons. En 1845, le 13 octobre, les trois premiers Frères débarquent rue Jacquet, s'installent dans la maison Jacquet (cette maison deviendra Ecole moyenne de l'Etat en 1852) et créent l'école primaire pour garçons. Les changements de majorité communale et l'évolution politique du pays transformèrent selon les périodes le statut de l'école : communale, adoptée et libre !

En 1889, le percement d'une rue reliant directement l'Hôtel des Roches (l'actuel centre culturel) à la gare nécessite la destruction du bâtiment : l'école des frères est transférée dans un nouvel emplacement, rue Neuve, son site actuel.

A partir de ce moment, constructions, achats, transformations, créations de sections vont se succéder. Le 6 octobre 1890, on inaugure les 4 classes primaires et, en 1892, ce sera au tour de la maison des Frères.



*A gauche, les 4 classes primaires inaugurées le 6 octobre 1890.
A droite la maison des Frères construite en 1892.*

L'Institut Saint-Joseph ne comptant que les classes primaires, une école moyenne était vivement souhaitée : c'est chose faite en octobre 1909. On ouvre la première moyenne, la « septième » comme on disait à l'époque. C'est un succès. La 8^{ème} et la 9^{ème} suivent.

Un nouveau bâtiment s'élève en 1912. Il sera affecté à 2 classes, au patronage et à l'école industrielle qui s'ouvrira fin octobre 1913. En 1925, c'est la construction d'une nouvelle habitation pour les 7 Frères qui forment alors la communauté. Leur chapelle est inaugurée en 1926.

La population scolaire s'accroît régulièrement. Dès 1938, le programme des humanités modernes est adopté pour le cycle inférieur des humanités qui ne sera complété qu'à partir de 1956 avec l'ouverture du cycle supérieur.

Le 8 mai 1949, l'Institut fête dignement son centenaire (avec 4 ans de retard à cause de la guerre).

L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle

Les bâtiments vont suivre l'augmentation de la population scolaire et les réformes de l'enseignement : ainsi, en 1955, inauguration de la salle de gymnastique, des installations sanitaires et d'un petit préau ; en 1958, construction d'un petit réfectoire dans le jardin derrière la maison des Frères, relié à la cour par un tunnel ; en 1963, aménagement de 4 classes dans la grande salle au-dessus des 4 classes primaires de 1890 et donc la fin des remises des prix, des représentation théâtrales ; en 1967, démolition de la maison des Frères de 1892 et érection du gros bloc moderne.



Ouverture de la porte cochère donnant sur la place Roi Albert et aménagement du préau sous la nouvelle salle de gymnastique.

En 1972, la mixité est introduite progressivement et en 1978, ce sera le tour du rénové.

Trois ans après la fusion en 1985, les trois derniers Frères quitteront Rochefort.

2. Le Pensionnat et l'Institut de la Sainte-Famille à Jemelle.

En sa séance du 14 janvier 1871, le conseil communal de Jemelle, suite à l'afflux important de population, décide de scinder l'école communale. Les garçons resteront dans le bâtiment de la route de Rochefort et il sera fait appel aux Sœurs de la Doctrine Chrétienne pour prendre en main une nouvelle école primaire pour filles ainsi qu'une classe gardienne.

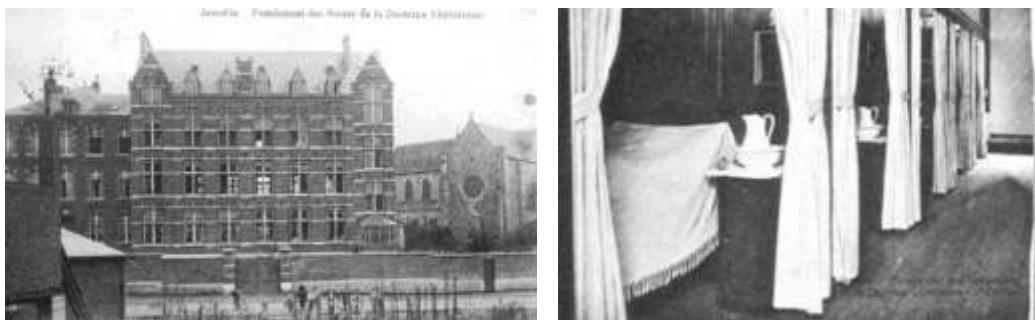
Deux religieuses, sœur Stanislas, une Française, et sœur Augusta, une Belge, franchissent la frontière au travers des lignes de soldats qui occupent encore le terrain de la guerre franco-allemande de 1870, l'armistice étant fraîchement signé. Elles sont accueillies en gare de Jemelle par de petites Jemelloises tout de blanc vêtues et conduites en procession vers leur école et habitation sur le « Maurlet ». Prix de la location assumée par la commune : 650 francs par an.

L'école primaire ouvre ses portes le 1^{er} mars 1871.

L'explosion démographique de Jemelle continue : 1123 habitants en 1872. Dans ces conditions, il va de soi que les enfants de l'école primaire sont bien vite à l'étroit dans leurs murs. Les autorités communales décident alors de faire construire une toute nouvelle école en plein centre du village. Garçons et filles prendront possession du nouveau bâtiment en 1874.

L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle

Les parents de toute la région viennent inscrire leurs filles et, en 1875, les religieuses ouvrent un internat. Les internes logeront dans la « vieille ferme », rue de la Lomme. Une particularité de l'école fut la création d'une section appelée ouvroir, en 1877.



Jemelle. Pensionnat des Sœurs de la Doctrine Chrétienne.

A cette époque, la sœur supérieure du pensionnat de Jemelle, sœur Stanislas, constate dans une lettre qu'elle adresse à une dame bienfaitrice de son école, Madame Everard-Wauvermans :

« Ma profession d'institutrice me mettant en relation avec toutes les familles de Jemelle, j'ai pu mieux en sonder les misères. Ici, il n'y a, sauf une seule exception, que des familles d'ouvriers. Ces familles ont pour habitations de petits quartiers composés de deux ou trois pièces. Aucune famille ne possède ni jardin à cultiver ni bétail à soigner. (...) Pendant la journée, la mère qui connaît ses devoirs a de quoi prendre soin de sa petite maison mais leurs filles et fillettes ne savent à quoi mettre les mains. Il n'y a rien à faire chez elles et elles n'ont point à demander du travail au-dehors puisqu'il n'y a que des ouvriers. Or, le désœuvrement engendre toutes les misères.

J'ai donc conçu le projet d'ouvrir dans mon école un ouvroir pour les petites filles à leur sortie de l'école primaire, pour les jeunes filles et même pour les femmes.

L'ouvroir serait un apprentissage de tous les ouvrages manuels qu'une femme du peuple ne peut ignorer tels que la couture, la lingerie, le blanchissage, le repassage etc... Les petites filles à leur sortie de l'école primaire, les jeunes filles, les femmes même qui n'ont rien à faire chez elles, trouveraient toujours à l'ouvroir de l'occupation, un travail rémunéré qui, tout en apprenant un métier, procurerait des ressources à la famille... L'ouvroir serait une pépinière de bonnes ouvrières lingères, femmes de chambre et surtout de fidèles épouses et de bonnes mères de famille. »

Nous retrouvons dans ce texte toute la philosophie de l'instruction et de l'éducation des filles du peuple au XIXe siècle.

L'ouvroir se crée et connaît tout de suite un franc succès. Il sera le seul en Belgique existant dans ces conditions. Bientôt, quatre-vingts élèves fréquentent l'ouvroir qui va atteindre son apogée en confectionnant, en 1919, le trousseau de mariage de la Grande-Duchesse de Luxembourg sur commande de la grande Maison de Blanc de Bruxelles.

L'ouvroir disparaîtra en 1940, concurrencé par la mécanisation, soit les ateliers de confection et la broderie mécanique, nouveaux attraits pour les jeunes filles.

En 1890, la population jemelloise a atteint 2000 habitants. Les religieuses, à l'étroit dans leur école, et dans l'obligation de refuser des inscriptions, décident de construire un tout nouveau bâtiment joutant l'école primaire communale et d'y installer une

L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle

section professionnelle qui s'inspire de l'ouvroir mais où sont donnés aussi des cours généraux pour fillettes ayant terminé les primaires ; elle s'ouvrira en 1891.

En 1904-1905, s'ajoute une nouvelle construction. Ces deux nouveaux bâtiments abriteront l'ouvroir, les classes primaires filles, l'école professionnelle ainsi qu'une nouvelle section d'enseignement général : la section moyenne (les trois premières années du secondaire) qui débutera vers 1905 (les archives ayant disparu, la date précise n'est pas connue). Une centaine d'internes et une quarantaine d'externes fréquentent alors l'institut.

En 1904, la loi Combes chasse les ordres religieux de France. La communauté de Jemelle accueille de nombreuses religieuses françaises de la Doctrine Chrétienne et compte plus de 35 sœurs alors que, jusque dans les années '60, leur communauté avoisinera les 20 membres.

Bulletin trimestriel		
de M ^{me} Lucie Lantier		
Conduite	52	sur 60
Obéissance	52	sur 60
Propriété	52	sur 60
Politesse	52	sur 60
Propreté	52	sur 60
Ordre et Économie	52	sur 60
Application	52	sur 60
PRIMIERE	Degré	Élèves
NOYENNE	Degré	Élèves
2^e COURS PROFESSIONNEL	Degré	Élèves
Doctrines chrétiennes	25	
Lecture et Dictionnaire	25	
Écriture	25	
Langue française	25	
Arithmétique	25	
Comptabilité domestique	25	
Stylé	25	
Éléments de littérature	25	
Histoire sacrée	25	
TRAVAUX MANUELS	25	
Raconnements de linge	25	
Coupe des vêtements	25	
Travaux d'utilité	25	
Chloroforme		
Histoire profane	25	
Éléments de sciences naturelles	25	
Géographie	25	
Hygiène et économie dom.	25	
Plumet	25	
Séjour-Dessin	25	
Dessin et Peinture	25	
Musique vocale	25	
id instrumentale	25	
Année 25^e Élèves		
Travaux d'agrément	25	
Repassage du linge	25	
Cuisine pratique	25	



↑
La communauté des religieuses en 1907

⇐ Un bulletin trimestriel dans les années '30

En 1963, le cycle inférieur des humanités modernes (moyennes) se complète par le cycle supérieur, Scientifiques B (50 élèves la première année). Il est décidé de prolonger le bâtiment construit en 1890 par la construction de nouvelles classes et de chambres individuelles pour les aînées internes. Ces nouvelles classes sont réservées aux élèves de l'enseignement général.

Dans les années 1960-1970, l'école, comme bien d'autres d'ailleurs, va connaître un vent de changement.

Les professeurs laïcs, tant masculins que féminins, remplacent progressivement les religieuses. Fini l'uniforme impersonnel et le tablier despotique. Fini les solennités de remises de prix. En 1972, l'école s'ouvre à la mixité. Le « Pensionnat » s'appelle « l'Institut de la Sainte-Famille », il n'y a plus d'internat.

En 1978, l'école entre dans une nouvelle structure pédagogique : l'enseignement rénové.

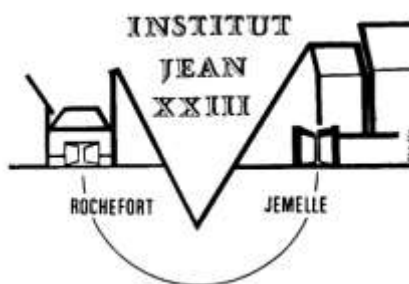
L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle

En 1982, l'autorité responsable des religieuses de la Doctrine Chrétienne décide de mettre fin à la mission d'enseignement et d'éducation des religieuses à l'Institut de la Sainte-Famille. Pour les professeurs laïcs de l'école, c'est l'étonnement et la décision d'intervenir auprès de la Provinciale des Sœurs de la Doctrine Chrétienne en vue de maintenir les religieuses dans l'école. Mais rien n'y fait, la décision est irrévocable.

3. L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle

En 1982, c'est la fusion entre les deux établissements, mais le manque d'accord sur la dénomination de la nouvelle école amène les responsables à se présenter sous le nom « anonyme » d'« Enseignement Catholique de Rochefort-Jemelle ».

En 1986, un nom recueille enfin l'adhésion de la majorité du corps professoral : Institut Jean XXIII.



Mais la fusion n'entraîna pas de perte de numéros matricules car, comme c'était souvent le cas à l'époque, un DOA et un établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés remplacèrent dans une nouvelle structure les deux établissements existants.

En 1995, les nouvelles normes vont amener la fermeture de nombreux DOA. Celui de Rochefort ne fut fermé qu'en 1996 car l'entité communale de Rochefort comptait à l'époque, à côté de l'Institut Jean XXIII 2^{ème} et 3^{ème} degrés, une école communale « confessionnelle ». La fusion de cette dernière avec l'Athénée entraîna celle des deux établissements libres Jean XXIII.

Depuis la fusion, plusieurs sections ont été ouvertes ; signalons sans être exhaustifs : en 1982, habillement-vente-retouche et auxiliaire familiale et sanitaire au 3^{ème} degré professionnel, en 1987, la 1^{ère} accueil et en 1989, comptabilité et informatique de gestion, transformée en 2001 en technicien de bureau au 3^{ème} degré de qualification technique.

Aujourd'hui, les élèves du 1^{er} degré fréquentent l'implantation de Rochefort, aujourd'hui en travaux, et ceux des 2^{ème} et 3^{ème} degrés, celle de Jemelle.

W. DARDENNE
D. BRANLE
Ph. MOTTEQUIN

Sources : Institut Jean XXIII, un livre en 2 parties :

- *Rochefort-Jemelle 1845-1995, il était une fois... Les Frères des Ecoles Chrétiennes*
- *Rochefort-Jemelle 1871-1996, il était une fois... Les Sœurs de la Doctrine Chrétienne*

L'Institut Jean XXIII de Rochefort-Jemelle



↑ *L'implantation de Rochefort, en travaux début 2008*

↓ *L'implantation de Jemelle, située à proximité du confluent de la Lomme et de la Wamme*



Tiré de « Propositions », août 2007.

L'Institut Cardijn-Lorraine à Athus



En 1996, suite aux mesures Onkelinx, trois pouvoirs organisateurs se regroupaient et restructuraient leurs 4 établissements en 2 : l'un de ceux-ci, l'Institut Cardijn-Lorraine d'Athus, regroupe les Institut Marie-Médiatrice et Sainte-Anne d'Athus et celui de Nazareth à Differt.

I. L'Institut Marie-Médiatrice

L'ouverture en 1950 à Athus d'une école moyenne de l'Etat allait pousser en 1952 l'abbé D. Goedert à fonder une école secondaire paroissiale réservée aux garçons, pour laquelle il demandera en 1953 aux Frères Maristes d'assurer la direction pédagogique. Ils resteront à Athus jusqu'en 1971. La première année, forte de plus de 30 garçons, allait occuper une classe construite à la hâte pendant les vacances d'été au-dessus d'une classe maternelle à la rue Lutgens.



Les bâtiments actuels de la rue Lutgens à Athus

En 1955, sortait la première promotion de cette école moyenne comme on disait à l'époque, qui dut, pour continuer les humanités, aller vers Virton ou Arlon.



La première promotion, en 1955



Le corps professoral des premières années

La même année, une première extension des bâtiments de la rue Lutgens intervenait avec l'aménagement d'une salle de gymnastique au rez-de-chaussée et de deux locaux à l'étage : une classe et un laboratoire de sciences.

En 1960, l'augmentation de la population autorisait le premier dédoublement de l'histoire de la jeune école : celui des premières.

En 1965, l'ouverture de la mixité au cycle supérieur à l'Institut Sainte-Anne voisin permit à de nombreux garçons de l'IMMA de poursuivre enfin leurs humanités à Athus.

C'est en 1977, l'année de l'introduction du rénové que l'école moyenne pour garçons se restructura avec l'Institut Sainte-Anne pour donner naissance à deux institut mixtes : un DOA à l'IMMA et un 2^{ème} et 3^{ème} degrés à l'Institut Sainte-Anne.

En 1968-69, de nouveaux travaux furent entrepris avec l'agrandissement des bâtiments des « moyennes » pour leur conférer leur aspect actuel, suivis quelques années plus tard par la construction d'un restaurant scolaire avec salle de sports à l'étage et d'autres locaux de cours.

2. L'Institut Sainte-Anne

Comme pour l'IMMA, c'est aussi le curé Goedert que l'on retrouve en 1960 à l'origine de l'Institut Sainte-Anne réservé aux filles ; la première année fut installée à la rue Neuve dans un bâtiment de l'école maternelle. Ce nouvel institut fut confié aux Sœurs de la Doctrine Chrétienne, très présentes dans le Sud de la province de Luxembourg.



*Le nouveau bâtiment, rue Neuve à Athus, inauguré
le 5 mai 1963 par Monseigneur Charue*

Le 5 mai 1963, Monseigneur Charue inaugura un nouveau bâtiment à la rue Neuve. La même année, s'ouvrit le cycle supérieur, avec une section scientifique B qui, à partir de 1965, accueillera des garçons. En 1970, une section scientifique A vint élargir la palette des formations.

Avec l'introduction en 1977 du rénové, l'école s'ouvrit complètement à la mixité et se restructura avec l'IMMA voisin pour donner naissance à un DOA, l'IMMA, et à un institut 2^{ème} et 3^{ème} degrés, qui gardera le nom d'origine.

En 1981, l'Institut Sainte-Anne reprend l'école familiale de Messancy, un institut paroissial dirigé par les Sœurs de la Doctrine Chrétienne et organisant un 2^{ème} degré professionnel avec comme sections : cuisine de collectivité et travaux de bureau. Cette fusion s'accompagna de l'ouverture d'un 3^{ème} degré professionnel.

Cette école familiale de Messancy avait repris fin des années '70 l'école professionnelle secondaire inférieure d'Halanzy qui organisait une section d'économie ménagère agricole. Les bâtiments de l'école d'Halanzy furent récupérés par l'Institut de Nazareth de Differt qui y installa des classes du 1^{er} degré, ce qui provoqua bien des tensions entre les établissements d'Athus et de Differt. Cela montre bien la dynamique positive et l'aspect visionnaire de la grande restructuration de 1996 qui a pu transcender les problèmes.



*4 des 5 directeurs de Sainte-Anne : Gustave Berens,
Père Meessen, Sœur Marie-Edouard, Jean Poncelet*

En septembre 1983, le site de Messancy fut abandonné au profit d'un bâtiment tout neuf, le Centre Educatif construit à Aubange par le curé de la paroisse, Maurice Muller, sur sa cassette personnelle avec le rêve d'y abriter les institutions scolaires professionnelles du doyenné. A la fusion de 1996, il ne restait plus à Aubange que la section « Cuisine de collectivité » qui sera rattachée à l'Institut Cardijn-Lorraine enseignements technique et professionnel et transférée en 1998 à Arlon.

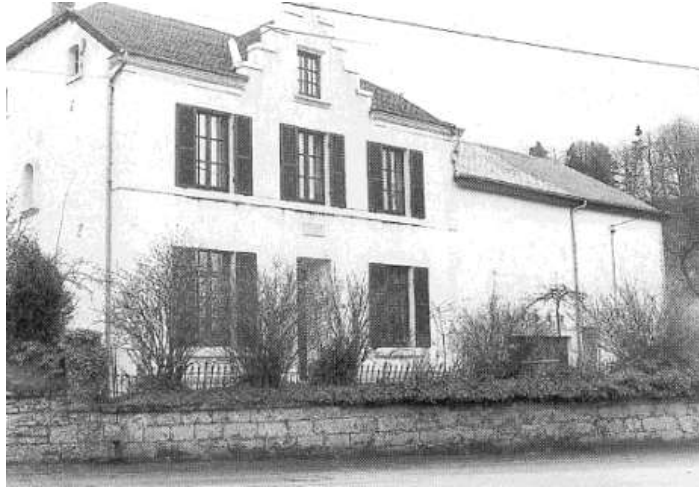
3. L'Institut Nazareth de Differt

3.1. Les Pères Maristes

C'est la Congrégation des Pères Maristes qui est à l'origine de cet Institut fondé en 1887. L'origine des Pères et des Frères Maristes est commune et remonte à 1816 avec le désir partagé par un groupe fervent de séminaristes lyonnais de fonder une société religieuse sous le patronage de la Vierge Marie. Le 9 mars 1822, le Pape Pie VII encourage cette société naissante constituée de deux groupes : l'un, autour de l'abbé Marcellin Champagnat, fondateur de la congrégation des Frères Maristes qui créèrent beaucoup d'écoles dans le Sud de notre pays ; l'autre, autour de l'Abbé Collin, qui deviendra la Congrégation des Pères Maristes dont l'objectif était de développer des missions dans les campagnes et dans les pays lointains. Le 29 avril 1836, le pape Grégoire XVI approuva définitivement les statuts de la société de Marie.

3.2. La première école à Battincourt

En 1887, deux Pères à la recherche d'un endroit pour installer une nouvelle école apostolique aboutirent à Battincourt où ils furent accueillis par le curé Michaëlis qui offrit de leur louer une maison qu'il avait fait construire avec son frère pour s'y retirer. C'est ainsi que, le 26 septembre 1887, les premiers enfants s'y installèrent ; ils n'étaient que 15 internes, dont aucun Belge et un externe venant de Battincourt.



Etat actuel de la maison du curé Michaëlis

3.3. Une école apostolique

Une école apostolique correspond, pour les congrégations religieuses, à ce qu'est un petit séminaire pour le clergé diocésain. Elle veut assurer une formation intellectuelle sérieuse et une éducation chrétienne approfondie en vue de disposer de missionnaires ou de religieux pour l'œuvre des collèges et des paroisses.

Les conditions d'admission dans cette école apostolique de Battincourt étaient sévères :

1) Du côté de l'enfant :

- il doit appartenir à une famille honnête et chrétienne ;
- avoir fait sa Première Communion ;
- et posséder déjà une bonne éducation primaire.
- On exige en outre : un tempérament sain et robuste, une piété franche et sincère, une conduite édifiante, une intelligence plus qu'ordinaire, et le désir d'être un jour prêtre et religieux dans la société de Marie.

2) Du côté de la famille :

Les parents s'engagent, par une déclaration écrite ou signée :

1. à ne point s'opposer à la vocation de l'enfant ;
2. à ne point le réclamer pour les vacances ;
3. à laisser aux Supérieurs toute liberté de l'envoyer où ils jugeront convenable pour assurer sa vocation ;
4. à le reprendre sans frais ni risques pour l'Ecole, s'il est reconnu ne pas avoir les dispositions ou les aptitudes voulues.

3.4. L'installation à Differt

Très vite, les bâtiments de Battincourt s'avèrent trop petits et, le 16 avril 1888, l'école s'installa dans une maison bourgeoise, construite sur l'emplacement de l'antique ferme du prieuré de Marienthal à Differt. Cette propriété, dite « le château de Differt », comprenait, d'après l'acte de vente, « corps de logis, écurie, remise, passage à côté,

L'Institut Cardijn-Lorraine à Athus

Une troisième tranche de travaux, le rehaussement de la partie centrale du « château », fut entamée en 1903, mais l'extension prévue fut vite insuffisante car le vote de la loi Combes en France amena les séminaristes du scolasticat de Belley dans l'Ain et de celui de Monbel dans le Var à se réfugier en Belgique. On comptait, avant leur arrivée, 120 élèves dans l'école apostolique : il fallut, pour faire de la place aux 60 à 70 scolastiques avec leurs professeurs, ne conserver que la moitié des élèves des humanités.



Vue arrière de l'école en 1898, à gauche la chapelle fraîchement construite, à l'avant-plan les parterres de fleurs réalisés par les jardiniers amateurs.



La cour de récréation des élèves de l'école apostolique vers 1900.

Pendant les 25 premières années de son existence, 709 élèves ont fréquenté Differt : 131 sont entrés dans la famille mariste, 17 dans le clergé séculier, 17 comme prêtres dans d'autres congrégations religieuses et 8 sont devenus frères, un total impressionnant de 173 prêtres ou religieux.

La guerre 14-18 donna un autre visage à Differt : en effet, la déclaration de guerre en août 14 empêcha un grand nombre d'élèves de rejoindre Differt. De plus, beaucoup de scolastiques furent appelés dans les armées de leur pays. L'école apostolique accueillit donc au cours des hostilités des orphelins de 7 à 14 ans dont le nombre ira jusqu'à 80 à la fin de la guerre alors qu'elle ne comptait plus que 7 élèves.



Janvier 1919, le groupe de la « Victoire » réunit les pères, les frères, les élèves et les petits orphelins.

3.5. L'après-guerre 14-18

En 1919, l'école retrouva sa physionomie ordinaire, les orphelins quittèrent l'école et celle-ci redémarra avec 30 nouveaux scolastiques et 40 élèves dans la section apostolique ; en 1921, le cycle complet des humanités de la 6^{ème} à la rhétorique pouvait être réouvert.

En 1924, transformation de taille : la section apostolique fut déplacée dans une nouvelle implantation à Morhange en Lorraine et Differt fut réservé au seul scolasticat ; en 1925, celui-ci culmina avec un nombre record de 115 inscrits : 65 Français, 15 Italiens, 12 Espagnols, 9 Américains, 6 Belges, 3 Hollandais, 1 Anglais, 1 Luxembourgeois et 1 Mexicain : un véritable séminaire international !

Restructuration en 1939 avec le départ des scolastiques théologiens français et espagnols vers Sainte-Foy-lès-Lyon en France, ce qui permit à des scolastiques hollandais de venir s'installer à Differt devenant ainsi pour quelques mois une maison homogène hollandaise.

Avec le début de la guerre en 1939 et la fermeture de certaines frontières, des jeunes ne purent plus se rendre dans leur école apostolique ; ils se retrouvèrent à Differt et, en novembre 1939, fonctionna à côté du scolasticat une nouvelle école apostolique avec 15 jeunes répartis en 6 classes.

Avec le 10 mai 40 et la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Belgique, Differt se vida quasi complètement : il n'y resta que 3 Pères et 1 Frère.

Lorsque les cours reprirent, l'école apostolique ne comptait plus que des élèves belges, en petit nombre, de 24 en 1941 à 53 en 1944, ainsi qu'une quinzaine de théologiens et quelques philosophes.

3.6. De l'école apostolique à l'école d'aujourd'hui

Peu à peu, Differt entreprit sa mutation pour quitter progressivement son statut d'école apostolique. En 1960, la province Mariste de Paris envisagea la suppression pure et simple de l'Institut. C'était sans compter sur la détermination des laïcs et de l'amicale des anciens de Differt, bien décidés à lutter de toutes leurs forces pour maintenir l'école en vie.

Il fallut donc la faire grandir : elle comptait 74 élèves en humanités en 1960. Après la création d'une 7^{ème} préparatoire à côté des humanités, un embryon d'école primaire fut fondé en 1961. Cela permit d'étoffer progressivement l'école secondaire : en septembre 1962, 167 élèves dont 101 primaires et 66 secondaires ; en septembre 1965, 116 primaires et 110 secondaires, dont 202 externes.



Ce prospectus publié dans les années 1950 décrit les conditions d'admission, la rétribution demandée et le trousseau exigé lors de l'inscription du nouvel élève.

Il fallait aussi faire reconnaître l'enseignement dispensé à Differt et homologuer les diplômes : ce sera chose faite durant l'année scolaire 52-53.

En 1976, l'école primaire de Differt, tout en restant sur son site, fusionna avec l'école libre de Messancy ; une implantation de l'école secondaire était alors créée à Halanzy, origine d'un conflit entre écoles de la région. En 1972, l'introduction de l'enseignement rénové et de la mixité bouleversa profondément les traditions de l'école.

En 1983, la Société de Marie, n'ayant plus de religieux pour assurer la direction de l'école, en confia la gestion à un pouvoir organisateur dans lequel entrèrent les curés d'Aubange et d'Halanzy et des laïcs. La direction fut confiée à une directrice laïque, Martine Stévigny.

En 1985, un nouveau complexe sportif fut inauguré qui permit la création d'une « structure » tennis-étude offrant aux jeunes la possibilité de suivre des cours de tennis pendant leurs heures d'étude.

Les nouvelles normes imposées par la Communauté française eurent raison de l'existence autonome de l'Institut de Nazareth. En 1996, au terme de longues négociations, les P.O. des Aumôniers d'Arlon, de Differt et des deux instituts d'Athus décidèrent de fusionner en un seul et de restructurer leurs écoles : l'Institut Cardijn-Lorraine, Athus organisant du général et l'Institut Cardijn-Lorraine Arlon, le technique, y compris la technique de transition, et le professionnel.

Differt conserva sur son site le 1^{er} degré général dépendant de Cardijn-Lorraine Athus alors que les 2^{ème} et 3^{ème} degrés furent progressivement transférés à Athus.

Les sections de technique de transition de Differt, les « sciences sociales et éducatives » et les « sciences économique appliquées », furent rattachées à l'Institut Cardijn-Lorraine d'Arlon, tout en restant à Differt où fut transférée année après année l'option « biotechnique » d'Athus qui disparut rapidement.

L'offre d'enseignement sur Differt s'est aussi élargie depuis 1996 avec la création d'une option technique de transition « sciences appliquées » et des options en qualification technique, « arts plastiques » au 2^{ème} degré et « techniques artistiques » au 3^{ème} degré.

En juin 2004, l'internat, qui comptait près de 60 élèves, répartis également entre le primaire et le secondaire, fut fermé pour raisons économiques.

Un institut au parcours atypique : une école apostolique qui s'élargit vers le scolasticat pour devenir une école du XXI^e siècle !

Un musée situé dans les murs retrace cette histoire fortement marquée par les Pères Maristes dont la plupart sont passés par Differt. Un bilan chiffré dressé lors du 75^{ème} anniversaire de l'école en 1963 est éloquent : 500 prêtres, sortis de l'école apostolique et du scolasticat, ont été ordonnés, 200 de ceux-ci ont été envoyés en mission, 12 ont été choisis comme évêques !

4. L'Institut Cardijn-Lorraine, Athus



Les nouvelles normes imposées par Laurette Onckelinx pour faire face aux difficultés financières de la Communauté Française mettaient à mal un des établissements secondaires catholiques de la Lorraine : l'Institut de Nazareth à Differt. Trois P.O. décidèrent en décembre 1995 d'unir leurs forces et de fusionner en un seul (celui des Aumôniers du travail d'Arlon, des Pères Maristes de Differt et celui organisant les deux écoles d'Athus) et de restructurer à la rentrée 1996 leurs 4 écoles en deux instituts : l'Institut

Cardijn-Lorraine enseignements technique et professionnel avec Arlon comme siège, et l'Institut Cardijn-Lorraine enseignement général avec trois implantations, une à Differt et deux à Athus, celles des anciennes écoles à la rue Neuve et à la rue Luttgens.

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- HOLS L. et GIGI R., *Carnet de bord d'une épopée mariste en Lorraine belge, Differt 1887-2000*, Virton, 2001.
- *1952-2002, 50 ans d'enseignement secondaire libre catholique à Athus.*

Tiré de « Propositions », septembre 2007 et octobre 2007.

Les Instituts Saint-Joseph à Ciney

Sur le site de la rue Saint-Hubert à Ciney, cohabitent deux Instituts Saint-Joseph : l'enseignement général fondé en 1881 et l'enseignement technique et professionnel né en 1959. Dès 1844, une école primaire pour garçons, tenue par les Frères des Ecoles Chrétiennes, avait été créée à Ciney.

En 1842, le jeune royaume de Belgique vote ses lois : une de celles-ci, appelée loi Nothomb, est la loi organique de l'enseignement primaire, qui permet à chaque commune de créer une école catholique.

Le 29 septembre 1844, deux Frères arrivent à Ciney, bientôt suivis début octobre par deux autres pour former une communauté enseignante. Les Frères Xiste, Maximilien, Moïse et Macland ont répondu ainsi à l'appel du Conseil communal. Le Doyen Habran avait en effet suggéré aux édiles de confier l'instruction des garçons de la commune aux Frères des Ecoles Chrétiennes, une congrégation dont le fondateur Jean-Baptiste de la Salle, un chanoine rémois contemporain de Louis XIV, avait voué sa vie à l'éducation des enfants des artisans et des pauvres.

Le 8 octobre, deux classes sont ouvertes et bientôt remplies (70 à 80 garçons par classe), malgré une population cinacienne de 1500 habitants et l'instruction non obligatoire (elle ne le sera qu'en 1914...) Par respect pour le règlement des Frères, le Conseil communal stipule que l'instruction sera gratuite pour tout le monde, sauf pour les étrangers. Les cours se donnent dans un bâtiment construit par la commune deux ans auparavant à l'angle des rues St-Pierre et Walther Sœur.

En 1853, le Conseil fait ouvrir une troisième classe et la bonne tenue de l'école est reconnue par tous. Mais, trois ans plus tard, une nouvelle majorité communale remet en question l'attribution de l'enseignement communal des garçons aux Frères. Un instituteur communal est nommé et les Frères sont invités à quitter dans la huitaine les bâtiments de la commune. L'appui du Doyen Godfrin et de ses paroissiens (en assurant le traitement des enseignants et l'entretien des locaux) permet aux Frères de s'installer rue Courtejoie, dans la maison de la veuve Hody, et de continuer leur enseignement.

En 1879, les ministres anticléricaux du gouvernement Frère Orban – Van Humbeek cherchent à abroger la loi sur l'enseignement primaire de 1842. La loi Van Humbeek oblige chaque commune à ériger une école neutre et laïque, à placer le cours de religion en dehors des heures de classe et à confier le monopole de l'enseignement normal à l'Etat. Cette « loi de malheur » déchaîne la guerre scolaire et l'opposition des catholiques dont la générosité est sollicitée en vue de la construction, en 1883, d'un grand bâtiment scolaire dans la rue Courtejoie. C'est ainsi que l'Institut Saint-Joseph se présentera bientôt comme un édifice imposant et un centre de rayonnement intellectuel et chrétien comportant désormais une section moyenne à trois années plus un cours de perfectionnement.

En octobre 1881, c'est l'ouverture de la première année moyenne sous la direction du Frère Magnier des Anges.

Les Instituts Saint-Joseph à Ciney



L'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes à l'angle des rues Rempart des Béguines et Courtejoie (1883). Ce bâtiment a fait place au complexe administratif de l'Etat (Contributions, Postes, Tribunal).

L'école compte, en 1890, cinq Frères et cinq professeurs laïcs. Les succès scolaires sont remarquables. Les classes primaires sont classées premières – pour le nombre et le pourcentage – de toutes les écoles de la Province de Namur. Les élèves affluent. Les anciens vont poursuivre leurs études et occuper des postes en vue. A l'aube du XXe siècle, l'Institut Saint-Joseph, qui vient de passer le cap du cinquantenaire, marque profondément la vie cinacienne. C'est ainsi, par exemple, qu'une fête est organisée en 1898 en l'honneur du Frère Joseph, éducateur des tout-petits. On lui offre une statue de Saint-Joseph sur le socle de laquelle on peut lire : « Au Frère Joseph, Ciney reconnaissant ». Cette statue est toujours visible actuellement près de l'école primaire, rue Courtejoie.

Le 14 Août 1914, les Allemands entrent à Ciney. La grande salle des fêtes est occupée par les lits de la Croix-Rouge. En 1916, le Frère directeur est arrêté et déporté un an en Allemagne. En 1917, c'est l'époque de la soupe scolaire ; quatre mille Allemands occupent Ciney. La salle est réquisitionnée pour y donner des fêtes pour les soldats. En 1918, le Frère directeur est rentré de captivité, les Frères Maxence et Marcellin rentrent du front de l'Yser. Quelques Frères vont marquer la vie de l'Institut Saint-Joseph : le Frère Joseph en 3^e année, homme bon et excellent pédagogue, le Frère Maxence en 6^e année, travailleur acharné, qui prépare bien ses élèves aux examens de fin d'études. Le Frère Emile (Martin Bloemen) en 1^{ère} moyenne sort des tranchées pour rentrer en classe en uniforme (il manque des soutanes). Il tient une classe de 50 à 55 élèves et 4 de ses élèves se classent aux quatre premières places au concours du district ! Le Frère Marès en 4^e moyenne prépare ses jeunes gens aux emplois publics.

En 1922, un comité scolaire gère le fonctionnement de l'école, prend en charge l'entretien des bâtiments (subsidés alloués par l'Etat et éventuellement par la Province et la Commune). Le 18 juillet 1936 a lieu la pose de la première pierre du Mont de La Salle qui va encore accroître le rayonnement lasallien à Ciney. En 1938, peu après son arrivée, l'abbé Béka, nouveau Doyen de Ciney, lance un appel à ses nouveaux

Les Instituts Saint-Joseph à Ciney

paroissiens pour les inviter à aider financièrement l'école, privée des subsides publics accordés jusqu'alors. En janvier 1940, un rapport d'inspection signale que l'esprit général de la maison est excellent et que la discipline est bonne. On a l'impression qu'on travaille bien dans les classes où maîtres et élèves sont bien disposés.

Au cours de la guerre, l'école, qui compte autour du Frère directeur Maurice de Jésus une communauté de dix Frères et six professeurs laïcs, verra passer, comme pendant le premier conflit mondial, aussi bien les Allemands que les Alliés avec tout ce que cela comporte comme bouleversements : arrestation du Frère directeur, exécution à la Citadelle de Liège du Frère Clément (Auguste Frenoy), ancien professeur de l'école, suspensions des cours, occupation des locaux, ...

L'après-guerre voit l'ouverture des humanités modernes scientifiques A. En 1951, avec sept ans de retard, on célèbre le centenaire de l'Institut (festivités retardées par la guerre) en présence du Ministre de l'Instruction publique, Pierre Harmel. Cette même année, la communauté des Frères s'installe au 14, rue Saint-Hubert, dans une imposante maison dite château Saint-Hubert dont le comité scolaire vient de faire l'acquisition ainsi que deux hectares de parc y attenant (c'était la propriété Boseret). Là, vont se succéder les Frères directeurs Maxime-Paul, Marie-Hubert, Mansuy-Charles, Médard-Maurice, Maurice Marchand et Ménandre-Luc ainsi que les Frères Maubert, Marc-Auguste et Médard (César Soyser) à l'Ecole technique, de même que le Frère Mansuet à l'Ecole normale primaire.



Le château Saint-Hubert, résidence de la communauté des Frères.

La population scolaire en hausse constante et les conditions matérielles dans les classes peu favorables aux études conduisent le Doyen Beka, à l'instar de ses prédécesseurs, à ne ménager aucun effort pour donner à l'Institut Saint-Joseph un remarquable développement. Sa grande clairvoyance, il la manifeste en osant risquer de nouveaux investissements immobiliers, précisément à la veille d'une période faste pour l'enseignement secondaire. A cet effet, la collecte dominicale a lieu une fois par mois pour les écoles libres. C'est aussi l'époque où la fancy-fair prend forme : c'est une fête de fin d'année scolaire organisée avec la collaboration des œuvres paroissiales en vue du remboursement des emprunts contractés pour les constructions. Un défilé des élèves

Les Instituts Saint-Joseph à Ciney

a lieu dans les rues de la ville, avec dépôt de fleurs au monument aux morts. Grâce à tous ces efforts financiers, on assiste à la construction en 1953 d'une nouvelle école secondaire (actuel bâtiment Jacquard) sur les terrains récemment acquis.



Un atelier dans les années '60.

Les sections latine et technique voient le jour en 1959 dans de nouveaux locaux (actuels bâtiments Gramme et Newton). L'Ecole technique secondaire inférieure (A3) ouvre ses classes et ateliers sous la direction du frère Maubert. En 1962, l'Ecole normale (pour les Frères scolastiques) de Louvain est transférée à Ciney et ouverte à tous. La même année, s'ouvre la section technique secondaire supérieure, spécialité électro-mécanique (A2), sous la direction du Frère Marc-Auguste.



L'atelier de l'Ecole technique

Les Instituts Saint-Joseph à Ciney

En 1964, l'internat Paix et Joie ouvre ses portes dans des locaux achetés aux Pères Capucins. Des classes primaires y accueillent les enfants du quartier du bas de la ville. En 1968, c'est le tour du bâtiment de la nouvelle école primaire (devenu celui du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire Béjart). Quant à l'ancien bâtiment de la rue Courtejoie, il fera place au Centre administratif de l'Etat. En 1968 aussi, on ouvre l'école professionnelle (orientation soudure).



Les professeurs en 1962-1963, le Frère directeur Médard-Maurice (Louis Hocquet) et les Frères Marcel, Ménandre-Luc, Mansuet, Victor, Marc-Auguste, Marc-Jean, Mutien, François Parent, Maurus, Martial et Denis.

L'année 1970 voit la suppression de l'école normale dans le cadre d'un programme de rationalisation. Elle aura délivré plus de cinquante diplômes d'instituteur. Cette même année, les sections latin-math et latin-sciences sont ouvertes et la mixité est introduite au cycle supérieur. L'année 1971 verra le passage de l'enseignement traditionnel (de type II) à l'enseignement secondaire rénové (de type I). Cette même année a lieu l'ouverture d'une cinquième année professionnelle, orientation chauffage central. L'enseignement général ouvre la section économique.

En 1976, Darwin (le hall omnisports, le restaurant, la cuisine et des classes) sort de terre. La première pierre est posée par un ancien élève devenu ministre de l'Education nationale, Antoine Humblet. En 1977, la mixité est introduite en 1^{ère} primaire. En 1979, c'est une nouvelle école primaire qui est construite (elle avait cédé ses locaux au 1^{er} degré secondaire). En 1980, c'est au tour de la 1^{ère} rénové d'accueillir des filles. En 1984, l'Ecole technique fête son 25^{ème} anniversaire et va participer de façon active aux travaux du Centre des Technologies Nouvelles de Namur-Luxembourg (CTNNL). La même année, apparaissent les premiers échanges linguistiques avec une école flamande de Bornem. En 1986, dix nouvelles classes sont consacrées à la 1^{ère} année secondaire (Archimède). En 1987, on construit l'école maternelle qui était ouverte dans d'autres locaux depuis 1978. C'est aussi l'époque des premiers échanges européens de l'Eurodyssée. En 1990, le bâtiment Europe vient prendre place en face du Darwin. En 1993, on prolonge Béjart par de nouveaux locaux et ateliers.

En 1988, les Frères quittent l'établissement.



*Le corps professoral lors des fêtes du 150^{ème} anniversaire de
l'Institut Saint-Joseph (1994).*

Du 30 septembre au 7 octobre 1994, l'Institut Saint-Joseph souffle ses 150 bougies devant un parterre de personnalités et en présence de toute l'école, enseignants, parents et élèves. La petite école des débuts a bien changé et offre actuellement un très grand choix d'options à son importante population scolaire. L'immersion linguistique en Secondaire constitue une des plus récentes innovations. L'Ecole technique construit en 1997 le bâtiment Pascal. Depuis novembre 2006, nous assistons à la construction, à côté de Darwin, du bâtiment Icare (réfectoire, salle d'étude, locaux spécialisés : arts, musique, laboratoire, ...) et d'un bâtiment abritant les services d'entretien et le sanitaire. Nous verrons bientôt s'ériger Tellier, un ensemble d'ateliers et de laboratoires pour l'Ecole technique.

En 2003, les P.O. des écoles secondaires libres de Ciney fusionnent en regroupant ainsi sous une même bannière l'Institut de la Providence et les deux Instituts Saint-Joseph.

*Franz DELIEUX
Ancien professeur de l'Institut
Saint-Joseph à Ciney*

Sources : *Institut Saint-Joseph, Ciney, 1844-1994.*

**Les Instituts Saint-Joseph
à Ciney**



Tiré de « Propositions », décembre 2007.

L'Institut Notre-Dame à Namur

L'Institut Notre-Dame, rue Julie Billiard, à Namur a fêté en 2007 ses cinquante ans d'existence. Occasion de faire un retour sur l'histoire et le passé de cet établissement tourné, depuis sa création, vers le social et la santé dans le cadre des enseignements technique et professionnel.



1. Historique

L'Institut Notre-Dame a ses racines dans la vie de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Namur fondée en juillet 1807 par Mère Julie Billiard et son amie Sœur Saint-Joseph (Françoise Blin de Bourdin), rue du Séminaire.

Les deux religieuses avaient reçu du Seigneur la mission de "faire des petites filles pauvres, des femmes courageuses et de vraies mères de famille". Le 6 décembre 1808 la communauté des sœurs et l'école emménagent dans l'ancien Hôtel des Comtes de Quarré, rue des Fossés, à l'emplacement des fossés bordant la seconde enceinte de la ville (XII^e – XIV^e siècles). Il reste pour vestiges la Tour Marie Spilar et le Beffroi. La rue des Fossés s'appellera par la suite rue Émile Cuvelier pour une partie et rue Julie Billiard pour l'autre. Le 20 janvier 1809, Mère Julie et ses sœurs, chassées d'Amiens, s'installent à Namur : "Je sens pour Namur quelque chose qui touche de bien près mon cœur". Mère Julie s'éteint en 1816.

Désireuse de faire de la maison de la rue des Fossés le centre de l'Institut, Mère Julie l'achète le 13 décembre de la même année. De 1809 à 1940, la Maison Mère grandit et se veut toujours plus accueillante aux sœurs et aux élèves par des aménagements de locaux, des achats de terrains et des constructions nouvelles. Avec le temps, différentes sections ont été créées pour répondre aux besoins et aux capacités des élèves.



2. Quelques dates

- 1879 : fondation d'une école primaire, rue Juppin à Salzennes
- 1883 : la responsabilité de l'école primaire paroissiale est confiée aux Sœurs de Notre-Dame, rue de Balart, 45.
- 1886 : l'école normale est agréée pour les Sœurs de Notre-Dame.
- 1888 : création du régendat
- 1890 : création d'une école familiale dans la Maison Simonis
- 1906 : construction de l'école primaire « Nazareth », rue du Lombard, 39, don des Sœurs d'Amérique pour la béatification de Mère Julie le 13 mai 1906 ; école dite « la plus belle » de la ville et destinée aux enfants pauvres
- 1907 : inauguration de l'école primaire
- 1920 : l'école normale est transférée à Berchem et à Bastogne. Ses locaux sont occupés par l'école familiale.
- 1926 : ouverture de la section latin-grec
- 1930 : construction du bâtiment rue du Lombard 41 et ouverture de la section économique au cycle supérieur
- 1946 : reconstruction suite aux deux bombardements, l'un allemand, l'autre américain



Les bâtiments après les bombardements allemand et américain de la guerre 40-45

En septembre 1957, l'école familiale fait place à l'Institut des Sœurs de Notre-Dame avec l'ouverture des sections pré-nursing et puériculture. L'enseignement technique et

professionnel est établi rue du Lombard. Il forme des élèves à partir de la troisième année du secondaire ; les classes sont respectivement appelées 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} pré-nursing et 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} puériculture. Mais l'augmentation croissante du nombre d'élèves dans les deux sections entraîne une extension vers la rue Julie Billiard et la construction de nouveaux bâtiments.



*Les élèves ont porté l'uniforme jusqu'au début des années '70
(à gauche : 1963 ; à droite : 1970)*

En 1980, l'Institut Notre-Dame rentre dans l'ère du renové, de la mixité et d'options différenciées. Vont alors s'ouvrir les 2^{ème} et 3^{ème} degrés d'enseignement de transition générale : sciences sociales ; les 2^{ème} et 3^{ème} degrés d'enseignement de transition technique avec les 5^{ème} et 6^{ème} sciences paramédicales ; les 2^{ème} et 3^{ème} degrés d'enseignement de qualification professionnelle avec les 5^{ème} et 6^{ème} années de puériculture ; le 3^{ème} degré d'enseignement de qualification technique avec les 5^{ème} et 6^{ème} années d'aspirant en nursing.

En 1988, l'Institut ouvre une 7^{ème} année professionnelle de type B octroyant le certificat de qualification (CQ7) et le CESS. En 1994, l'école se dote du 2^{ème} degré de qualification technique. La fermeture de l'internat a lieu en juin 1994 ; les chambres sont transformées en salles de cours pour répondre à l'extension de l'école et à la spécialisation de certains locaux. En juin 1996, la section sciences sociales est

L'Institut Notre-Dame à Namur

abandonnée : l'école se recentre sur les sections techniques et professionnelles. En septembre 1999, l'Institut est l'une des dix écoles-pilotes wallonnes (de l'enseignement libre) à créer une 7^{ème} professionnelle de type C octroyant le CESS.

Depuis 1947, cinq religieuses ont assuré la direction de l'école familiale et de l'Institut Notre-Dame. Sœur Madeleine Delvaux a œuvré au développement de l'école de 1962 à janvier 1983. Ensuite ce fut Paulette Baudhuin, de février 1983 à juin 1992, à laquelle succéda Bernard Étienne jusqu'en 2000. L'actuel directeur est Philippe Tonneau.

Philippe TONNEAU
Michel GELINNE



COUVENT NOTRE-DAME, MAISON MÈRE

Tiré de « Propositions », janvier 2008.

L'Institut Georges Cousot à Dinant

Certaines écoles trouvent leur origine dans la volonté d'une congrégation, de l'Evêché, d'une paroisse. A Dinant, c'est à l'initiative d'un laïc, Georges Cousot, que cette école, qui porte son nom et non celui d'un saint ou d'une sainte, doit sa création.



1. Qui était ce Georges Cousot ?

Né à Dinant en 1857, il fit des études de médecine à l'Université de Louvain. A côté de sa profession, il mena une carrière politique à Dinant où il fut successivement conseiller communal et échevin, mais aussi au niveau provincial comme conseiller et, au niveau national, comme sénateur. Son engagement politique dans l'aile démocrate chrétienne du parti catholique l'amena en tant qu'échevin à créer en 1887 une première école industrielle qui accueillait des fils d'ouvriers de 12 à 16 ans. Elle ferma ses portes en 1903.

Cet échec ne le découragea pas et, en 1922, il fonda l'école professionnelle et industrielle qui est à l'origine de la Communauté Scolaire actuelle. Georges Cousot décéda en 1927.

2. L'Ecole Professionnelle et Industrielle de Dinant

Le 2 octobre 1922, sous l'impulsion de Georges Cousot, on ouvrit dans les bâtiments des Ouvriers Réunis, place de Meuse, qui devint plus tard place Albert I^{er}, une école professionnelle et industrielle pour la formation de la classe ouvrière ; les cours se donnaient le samedi et le dimanche dans les domaines suivants : électromécanique, automobile, arts textiles, arts appliqués, ...

Outre l'école, les locaux de la place de Meuse abritaient une grande salle pouvant contenir 700 personnes où des conférences avaient lieu chaque semaine : ce fut le début de ce que l'on appela l'« Université Populaire » (U.P.), nom que prit également l'école. Pendant un temps, se donnèrent aussi au même endroit les cours de l'école pratique de commerce créée en 1896, qui fonctionnait en soirée et fusionna en 1960 avec la Communauté Scolaire.

Ecole Professionnelle et Industrielle de Dinant
Place de Meuse



PALMARÈS 16^{ème} ANNEE SCOLAIRE
— EXERCICE 1937-1938 —
POPULATION : 267 ÉLÈVES



*Les locaux de la Coopérative des
Ouvriers Réunis, place de
Meuse, où l'école a dispensé ses
cours professionnels et
« industriels » à partir de 1922.*

3. 1944 et les débuts des cours de jour

Il fallut attendre 1944 pour que s'ouvre le cycle inférieur A3 en mécanique et en électricité, le véritable début de l'école actuelle. L'augmentation de la population scolaire (250 élèves en 1958 contre 105 en 1954) et l'adaptation à un autre type d'enseignement nécessitèrent l'achat de plusieurs maisons attenant au complexe de bâtiments du site de la place Albert I^{er} et l'aménagement progressif de celui-ci. Malgré ces travaux, l'école continua d'occuper d'autres sites.

Un échange de section avec la ville permit en 1944 la signature d'un accord valable pour 20 ans dans lequel l'Administration Communale s'engagea à entretenir les bâtiments et le matériel existants et à donner un supplément de traitement aux professeurs. Mais, en 1954, la ville refusa de subsidier l'Université Populaire qui obtint l'aide du Collège de Bellevue. En 1955, une asbl « Université Populaire » est constituée pour remplacer la coopérative « Les ouvriers réunis » ; son objectif était défini comme suit : « l'organisation, la direction et le soutien des œuvres favorisant le progrès social dans un esprit d'indéfectible attachement aux convictions chrétiennes », et son activité principale était le développement des deux écoles : l'école professionnelle et industrielle (école de jour) et l'école pratique de commerce (l'école du soir).

En 1960, l'Ecole Pratique de Commerce fusionna avec l'école de jour. En 1987, l'ILFoP (Institut Libre de Formation Permanente, dont le siège social est à Namur) fut constitué en regroupant les départements « promotion sociale » de Cousot, de l'IATA, de Couvin ainsi que les cours organisés par Vie Féminine.

L'ILFoP organise aujourd'hui à Cousot des cours de langues et, dans le secteur « services aux personnes », des formations pour accueillantes d'enfants.

4. L'Institut Cousot

En 1963, l'école reçut le nom de son fondateur, Georges Cousot, qui remplaça celui d' « Université Populaire ».

Nouvelle fusion en 1970 avec l'Institut Notre-Dame de Joie, une école professionnelle installée à la rue Léopold à Dinant, où se donnaient des cours de coupe-couture et de travaux de bureau. Cette école, dépendant de la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Namur, avait ouvert ses premières classes ménagères en 1896.



L'institut Notre-Dame de Joie, à la rue Léopold.

En 1976, alors que l'école, émanation du monde catholique dinantais, avait toujours été dirigée par des laïcs, l'Evêché de Namur accepta, à la demande du P.O., de désigner un prêtre à la direction de l'école, l'Abbé Jean Even, qui assumait cette fonction jusqu'en 1996.

Avec le rénové, l'offre d'enseignement s'élargit à la transition technique et à d'autres options, comme l'hôtellerie et les techniques sociales.

En 1980, ouverture du CEFA qui, au fil du temps, prend le nom de CEFA Libre du Condroz avec l'Institut Cousot comme école-siège et avec comme écoles collaborantes : l'Institut Saints-Pierre-et-Paul à Florennes, l'Institut Notre-Dame de Beauraing, l'Institut de la Providence à Ciney et l'Institut Saint-Joseph (E.T.) à Ciney. Le CEFA est installé à Bouvignes.

En 1990, l'école se restructure entre un DOA et une école 2^{ème} et 3^{ème} degrés. Le 1^{er} degré unit sa destinée en 1992 à celle de l'Institut Notre-Dame situé rue Grande. Cette institution remonte à 1816 avec l'arrivée à Dinant des Sœurs de Notre-Dame qui ouvrirent une école primaire suivie, au fil du temps, d'un pensionnat, d'une section ménagère en 1896 et d'une école moyenne. Pour compléter ce cycle inférieur des Humanités, les Sœurs firent appel en 1952 au Collège de Bellevue qui créa sur le site de la rue Grande un cycle supérieur réservé aux demoiselles et dirigé par le principal du Collège. A partir de 1961, l'Institut Notre-Dame assumera seul l'organisation des Humanités. L'introduction de la mixité entraîna progressivement l'Institut Notre-Dame

à un seul premier degré qui fusionnera en 1992 avec celui de l'Institut Cousot. Suite aux nouvelles normes, ce DOA a été repris par l'école 2^{ème} et 3^{ème} degrés.

Le site de la place de Meuse subit encore de profondes modifications avec, notamment, la construction sur la place d'un nouveau bâtiment inauguré en 1987, qui lui donna sa physionomie actuelle. Il s'élargit aussi avec l'achat, en 1999, de l'arsenal des pompiers qui permit de faire face à l'augmentation de la population et, en y rapatriant un certain nombre d'options, de ramener le nombre d'implantations de 3 à 2 : place Albert Ier (près de la Meuse) et l'ancien Institut Notre Dame, rue Grande. On y installa aussi un nouveau hall de sports.

C'est en 2004 qu'officiellement l'école prit son nom actuel de « Communauté Scolaire Libre Georges Cousot ».



En janvier 2007, l'agression contre Pierre Jacquet, son directeur, a propulsé l'école à la une de l'actualité et a développé un vaste mouvement de solidarité dont une manifestation importante a été l'action du « ruban vert pour le respect ».

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- BARBAZON Y., *La Communauté Scolaire Libre Georges Cousot à Dinant*, Album historique et moments insolites, mai 2001.
- ARNOULD A., *Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant, 1866-1966*, Dinant, n.d.
- Divers témoignages, dont celui de François Dujardin.

Tiré de « Propositions », février-mars 2008.

L'Institut du Sacré-Cœur à Barvaux

On peut facilement unir l'histoire de l'Institut du Sacré-Cœur à celle de ses bâtiments. C'est qu'à chaque étape importante de son évolution, une nouvelle construction voit le jour. Le premier besoin est évidemment de répondre à une offre d'études et à une population qui n'ont jamais cessé de croître.

Une longue présence religieuse

En 1850, les Religieuses de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion répondent favorablement au souhait d'une nouvelle fondation dans le village de Barvaux-sur-Ourthe, aujourd'hui dans la commune de Durbuy. Et c'est le 4 octobre 1851 qu'une école primaire privée accueillant les filles y est confiée à deux membres de cette congrégation enseignante. Un peu plus tard, en 1868, une classe gardienne lui est adjointe.

En 1879 est votée la célèbre loi Van Humbeeck, connue aussi sous le nom de « loi de malheur ». Pétrie de laïcité, elle atteint directement l'enseignement catholique : tout est en effet mis en œuvre pour réduire au maximum l'influence de l'Eglise sur l'école. Une véritable guerre scolaire éclate alors et l'école des Sœurs est cédée à la commune qui représente l'anticléricalisme. Il faudra attendre 1884, soit de nouvelles élections où la droite revient au pouvoir, et la loi Jacobs pour un retour à une certaine normalité, en tout cas celui de l'école primaire à l'enseignement libre et donc aux Religieuses de la Providence.

Premier grand bâtiment

L'année 1902 voit la construction du bâtiment toujours occupé aujourd'hui, notamment par le premier degré, dans ce qui s'appelait autrefois la grand-rue, actuellement « En Charotte ». C'est là que, après trois décennies d'affectations diverses, soit en 1937, s'installe une école professionnelle, désignée sous l'appellation d'« atelier d'apprentissage », également prise en charge par les Sœurs.

Deux ans plus tard, l'école est reconnue pour deux années de cours par le Ministère de l'Instruction publique de l'époque. On construit alors un réfectoire, une cuisine et, à l'étage, les deux classes nécessaires. En 1949, une troisième année est ouverte. Elle sera organisée dans une classe aménagée au-dessus du préau d'entrée.



Sur cette ancienne carte postale, la partie des bâtiments situés En Charotte

Une nouvelle aile

La construction de l'aile arrière du bâtiment de la grand-rue débute en 1954. Elle comprendra, en plus de plusieurs classes, une salle de gymnastique, et sera inaugurée en 1956. Un peu plus tard, en 1959, on lui ajoute un étage comprenant les chambrettes occupées par les élèves internes.



L'aile de 1956, avec l'étage supérieur des dortoirs

En 1955, l'ISC accueille Sœur Andréa, qui prend alors les rênes d'une école professionnelle comptant 42 élèves et 3 professeurs. La nouvelle directrice poursuit l'extension des bâtiments avec, notamment, l'aménagement de la cuisine, d'une salle de douches et du réfectoire des externes, relié par un préau au bâtiment principal en 1967.



Le préau et ses constructions récemment réaménagés

Prenant place dans l'enseignement technique, l'école deviendra « Ecole Professionnelle Régionale » et délivrera un diplôme de « Coupe, Lingerie et Confection ». C'est donc tout naturellement qu'elle entrera plus tard de plain-pied dans l'ère du renové avec des options de base telles que habillement, arts ménagers et décoratifs, services aux personnes, auxiliaire familial(e) et sanitaire.



En 1961, à côté de l'école professionnelle, on décide d'ouvrir une section commerciale : elle se limitera aux trois premières années du secondaire jusqu'à la rentrée de 1972. Parallèlement, une quatrième "Finalité" commerciale donne aux élèves qui la réussissent de pouvoir entrer directement dans le monde du travail.

En 1972 débute le « cycle supérieur » des Humanités commerciales que terminent pour la première fois 18 jeunes filles le 25 juin 1975, dans une école en fête pour la circonstance. En septembre 1974, la mixité ouvre une ère nouvelle à l'ISC : les 3 premiers garçons posent le pied sur... la cour de récréation, donnant du fil à retordre aux plantations environnantes et aux clôtures, non encore habituées aux chocs du ballon rond. L'école compte alors quelque 230 élèves et une petite trentaine de professeurs...

1977 : une année importante

A la rentrée de septembre 1977, le rénové fait son apparition à l'Institut du Sacré-Coeur. La population scolaire s'intensifie avec une diversification de l'offre d'enseignement. Mais, dans la nuit du 5 au 6 décembre de la même année, le dortoir des internes et un étage de classes et de laboratoires disparaissent en fumée. On s'organise alors comme on peut pour que les cours puissent reprendre au plus vite, soit ... trois jours après l'incendie ! Quelques dizaines d'élèves, plus précisément des classes de ce qu'on appelait encore le « cycle supérieur », déménagent et se retrouvent pas très loin de là, sur le site de la Gère, dans le logement des Sœurs et dans les préfabriqués tout autour.

En lieu et place dudit dortoir, en septembre 1978, un tout nouvel étage de six classes spacieuses et bien aérées accueille désormais les élèves du premier degré.



Un nouvel étage de classes, ouvert en 1978

De quart de siècle en quart de siècle...

Après 24 ans années passées à la tête de l'école, en 1979 donc, Sœur Andréa en remet les clés à Luc Petit, l'un de ses professeurs, titulaire des cours à orientation économique. En 1981, un premier degré autonome est créé, qui sera dirigé puis coordonné après la fusion suite aux nouvelles normes par Nicole Altruy, jusqu'alors professeur de mathématique dans l'établissement. Elle occupera ce poste jusqu'en 2001, année où lui succède Marc Soblet.

Sous le directorat de Luc Petit, l'ISC continue sa progression, tant en nombre d'élèves (318 en 1981-1982 !) et donc d'enseignants, qu'en infrastructures de plus en plus performantes. Alors qu'en 1982, un bâtiment en préfabriqué accueille pour quelques années au fond de la cour de récréation les trois classes du cycle supérieur, on se rend vite compte qu'il faudra investir à très brève échéance dans de nouvelles constructions sur un autre site, les possibilités d'extension à la grand-rue étant nulles. L'administration communale de Durbuy, qui soutient le projet (on est loin des troubles scolaires de l'année 1879... !), propose l'un de ses terrains en bail emphytéotique, à la rue du Marais, à 600 mètres de l'implantation initiale. C'est là que, le 6 mai 1989, est inauguré un bâtiment fonctionnel, bénéficiant d'un cadre de verdure propice au calme et à l'étude.



Le bâtiment de la rue du Marais, inauguré en 1989

En 2005, le Pouvoir organisateur décide de lui adjoindre une nouvelle aile qui sera officiellement ouverte le 20 avril 2007. Ainsi, les élèves des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition se retrouvent tous sur le même site. Entretemps, en 2004, Luc Petit a cédé le relais à Josy Marot, jusqu'alors sous-directeur à l'Institut Saint-Laurent de Marche-en-Famenne.



Une nouvelle aile en 2007

Vers l'avenir

Aujourd'hui, fort de son demi-millier d'élèves et de sa bonne soixantaine d'enseignants, l'Institut du Sacré-Cœur voit l'avenir avec confiance. Le gros pourcentage de réussites de ses anciennes et anciens élèves aux études supérieures est un signe parmi d'autres que la formation humaine et disciplinaire qui y est assurée est de qualité et qu'elle a tous les atouts pour le rester longtemps encore.

Christian ROBINET

Sources :

- WYNANTS P., *L'école des Sœurs de la Providence à Barvaux : un demi-siècle d'histoire (1851-1902)* in « Terre de Durbuy », bulletin trimestriel du Cercle historique de Durbuy, 1^{ère} année, 1982, n° 2.
- *Ce Barvaux-là... 1950-1960*, vol. 1 et 2, Centre culturel de Durbuy, 2007.

Tiré de « Propositions », avril 2008.

Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant

Sous l'ancien régime, Dinant, bonne ville de la Principauté ecclésiastique de Liège, compta plusieurs institutions scolaires importantes dont un Collège des Jésuites fondé en 1563 et qui dut fermer ses portes lors de la suppression de cet ordre religieux en 1773. Son activité d'enseignement fut reprise par un collège séculier administré par l'autorité publique à l'instar des collèges thérésiens dans les Pays-Bas autrichiens. Il fut fermé en 1794.

Les Augustins créèrent à Bouvignes en 1614 un autre collège sur la rive gauche de la Meuse dans l'ancien comté de Namur. Il prospéra rapidement notamment parce qu'il acceptait des pensionnaires, ce que ne faisaient pas les collèges jésuites de Dinant et de Namur. En 1796, sous l'occupation française, le Collège des Augustins fut supprimé.

Sous le régime hollandais et dans les premières années de l'indépendance de la Belgique, Dinant compta de 1824 à 1841 un collège « public » mais dont le succès fut fort mitigé. C'est ce qui décida les autorités communales de Dinant à faire appel en 1841 à l'Evêque de Namur, Monseigneur Dehesselle, pour qu'il reprenne à sa charge ce collège. La convention signée prévoyait que l'Evêque de Namur « se chargera de la direction du Collège et du pensionnat qui lui est attaché tant sur le rapport des études que sur le rapport de la discipline. Il aura dans ses pouvoirs la nomination et la révocation du principal, des professeurs et des employés, de même que l'admission et le renvoi des élèves ; enfin il aura la charge d'établir le plan des études et les règlements disciplinaires pour les pensionnaires et les externes. » De son côté, la Commune de Dinant mettait à la disposition de l'établissement bâtiments, cours et jardins ainsi qu'un subside. En 1865, ce collège communal comptait 201 élèves.

1866, fondation du Collège de Bellevue

A la demande de l'Evêque de Namur de signer une nouvelle convention de 10 ans, la Commune de Dinant estima qu'une période aussi longue engageait trop l'avenir. Il faut dire aussi que l'évolution politique du pays amenait les deux partis catholique et libéral à s'opposer de plus en plus sur les questions scolaires. L'administration communale décida donc qu'à la fin août 1866, elle reprendrait la gestion du Collège communal qui, malgré une campagne de dénigrement acerbe contre le nouveau collège catholique, n'accueillit plus à la rentrée que 45 élèves.

Pour contrer les autorités communales, l'Evêque de Namur, quant à lui, réunit en avril 1866 un certain nombre de notables catholiques et, avec leur appui, décida la création d'un collège épiscopal, le premier du diocèse, à côté des deux Petits Séminaires, Floreffe et Bastogne.

L'Evêque acheta, sur la colline de Bonsecours, appelée ainsi depuis la construction en 1804 d'une chapelle dédiée à Notre-Dame de Bonsecours, le château Gaillard et ses dépendances pour la somme de 60.000 francs. Une société civile, dite la société de Bellevue, au capital de 300.000 francs fut constituée le 4 août et appel fut lancé aux curés pour « faire connaître et expliquer aux personnes riches ou aisées la nécessité de l'œuvre entreprise ». Le capital fut rapidement souscrit. Pour hâter les travaux, la construction des deux ailes fut confiée à des entrepreneurs différents. La première pierre fut posée le 13 juin 1866 et, dès octobre, le nouveau Collège, dirigé par son principal, l'Abbé Duculot, accueillit autant d'élèves que l'ancien collège patronné.

Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant



Le château primitif encadré par les deux ailes

En 1891, une grande fête fut donnée pour célébrer le 50^{ème} anniversaire du Collège Notre-Dame de Bellevue : le collège patronné, fondé en 1841, était en fait considéré comme un collège épiscopal !

En 1902, la partie centrale, l'ancien château fut démolie et remplacée par un nouveau bâtiment plus large et plus haut, couronné d'une statue de la Vierge. Vers 1910, un terrain de 2 hectares fut acquis : il permit d'aménager plus tard la plaine de jeux.



La partie centrale reconstruite

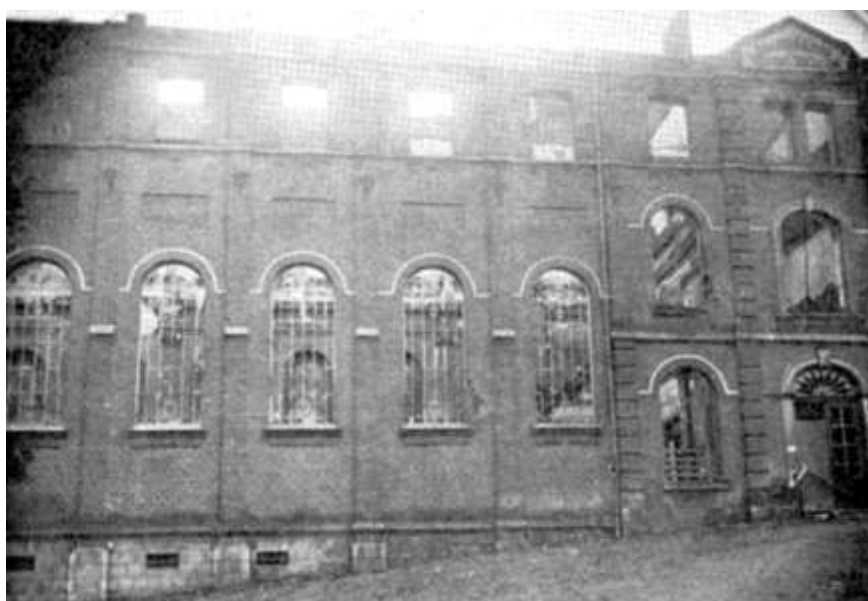
Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant

A côté des humanités gréco-latines, le Collège comportait une section appelée professionnelle répartie sur cinq années qu'on pourrait appeler les modernes et qui préparait, après les trois premières années, aux écoles normales primaires et à l'entrée dans différents emplois publics ; les deux dernières années ouvraient les portes vers l'école militaire, des écoles d'art et de manufacture, l'école des mines, etc. A partir de 1885, une école d'agriculture fut attachée au Collège et, en 1913, une section de mécanique agricole fut créée, mais son existence fut éphémère.

Jusqu'en 1902, les différents services ménagers furent assurés par des domestiques. Suite à la loi Combes, des religieuses de la Doctrine Chrétienne de Nancy arrivèrent à Bellevue en 1902. Elles furent remplacées par des Sœurs de la Congrégation des Filles de la Divine Providence de Créhen qui s'établirent à Dinant en octobre 1909. Elles y restèrent jusqu'en 1974.

La guerre 14-18

Dinant fut une des villes martyres de l'offensive allemande : le Collège n'y échappa pas et fut incendié le 23 août 1914. Le principal et plusieurs enseignants restèrent prisonniers à Marche pendant plus de 6 semaines.



Après la destruction de 1914

Un « Bellevue provisoire » fut installé dans les locaux de l'école régimentaire à Leffe et accueillit, dès le début janvier 1915, une vingtaine d'externes. Avant Pâques, on réussit à atteindre le chiffre de 80. En septembre 1915, le Collège fut transféré au Couvent des Sœurs Clarisses à Neffe.

Dès la fin de 1914, les travaux de reconstruction débutèrent et, en avril 1916, le gros-œuvre fut presque terminé et les élèves réintègrent progressivement le Collège. Seuls furent aménagés le dortoir du second étage et l'aile des classes, le rez-de-chaussée et tout le premier étage ayant volontairement été laissés à l'état de chantier afin de ne pas

Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant

offrir à l'occupant la tentation d'y résider. En janvier 1917, le Collège accueillit de nouveau des internes. Mais à la fin de la guerre, entre août 1918 et l'armistice, les Allemands y installèrent leurs quartiers. Après leur départ, le reste du Collège fut remis en état rapidement, les matériaux nécessaires ayant été entreposés dans les caves dès le début de la reconstruction. Elle ne sera complète qu'avec l'édification de nouveaux dortoirs et de la nouvelle chapelle en 1923, l'ancienne ayant fait place au parloir et à de nouvelles salles de cours.

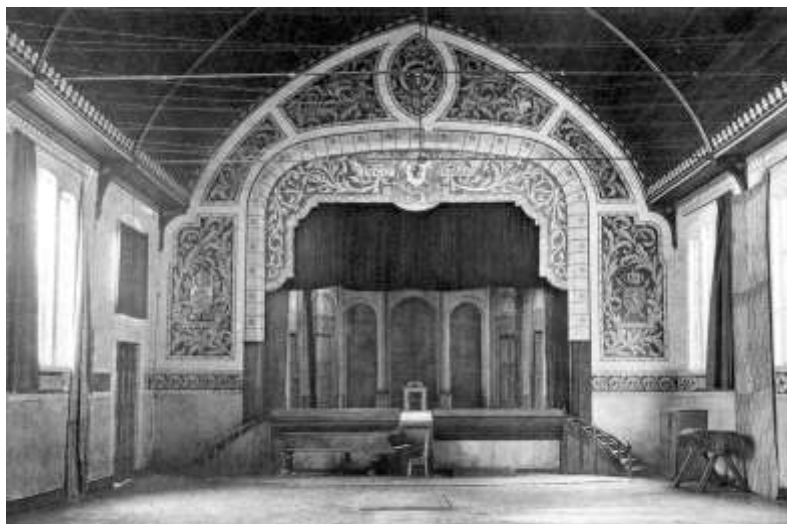


La chapelle avant 1913

L'après guerre 14-18

Pour récolter l'argent nécessaire à l'édification du Collège, une société civile avait été constituée le 4 août 1866 et le capital de 300.000 frs divisé en actions de 1.000 frs, certaines non productives d'intérêts et d'autres produisant un intérêt de 4 % jusqu'à amortissement. En 1923, la société existait toujours, personne n'en ayant demandé la dissolution, mais elle ne subsistait plus que de nom : plus d'assemblée, plus de tirage au sort pour le remboursement des actions. Après plusieurs mois de tractations, l'ancienne société fut remplacée par une ASBL dont les statuts seront publiés au Moniteur en 1925. Les anciens titres réclamés par leurs possesseurs seront remboursés, mais beaucoup de détenteurs ne se feront pas connaître malgré les avis publiés dans les journaux.

Le nombre record d'élèves, 499, sera atteint au cours de l'année scolaire 1924-1925 avec une proportion de deux tiers d'internes et d'un tiers d'externes. Ce chiffre ne sera dépassé qu'en 1946 avec 510 étudiants.



La salle des fêtes avant la guerre 40-45

Le titre de « principal » désignera jusqu'il y a peu, le directeur du Collège : c'est ainsi que déjà on nommait le directeur du Collège des Jésuites de Dinant au XVI^e siècle...

La guerre 40-45 aussi pèsera lourd sur l'histoire du Collège occupé et pillé par les Allemands qui y resteront jusqu'en mars 1941, partageant les bâtiments avec les élèves dont la rentrée générale n'a lieu qu'en novembre 1940. Le bombardement de la gare de Dinant par la RAF en août 1944 atteint la ferme et une partie des bâtiments. En septembre 1944, les combats entre Américains et Allemands sont la cause de nouvelles destructions. Deux occupations, celle des soldats américains et puis lors de l'offensive von Rundstedt, celle des Anglais, créèrent de nouvelles complications à l'exercice normal de la vie scolaire. Du 8 au 15 juin 1946, l'Auditorat militaire belge réquisitionna la Salle des fêtes pour y juger les inciviques. En 1946, les destructions dues à la guerre ne sont plus qu'un mauvais souvenir.

La deuxième moitié du XX^e et le début du XXI^e siècle

Le Collège de Bellevue ne resta pas isolé sur sa colline et établit des collaborations avec d'autres institutions comme par exemple avec les Missionnaires du Sacré-Cœur qui, installés sur la même colline que le Collège en 1934, y développèrent leur premier séminaire wallon ; à partir de 1942, les futurs séminaristes de cette congrégation iront suivre les cours au Collège.

De 1952 à 1961, le Collège s'adjoignit, mais sur une autre implantation, un cycle supérieur féminin pour permettre aux élèves de l'Institut Notre-Dame de Dinant de terminer dans leurs murs leurs Humanités en bénéficiant de la tradition du Collège dont le principal assura la direction de ces trois années. En 1961, les Sœurs de Notre-Dame organisèrent elles-mêmes le cycle supérieur tout en gardant des liens avec le Collège, notamment par des professeurs communs et un aumônier venu de Bellevue.

Suite au refus de la ville de Dinant de subsidier l'Université Populaire, l'Institut Cousot, dans les années '50, le Collège apporta son aide financière à cette école voisine. Cette collaboration se manifesta également par l'accueil à partir de la fin des années '50 d'internes suivant leur scolarité à Cousot.

Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant



L'entrée avant la construction du bâtiment Bastin et de l'école primaire

De nombreux travaux vont transformer le vénérable collège avec notamment la construction en 1960-1961 de la nouvelle aile confiée à Roger Bastin, l'architecte bien connu. Un bassin de natation permit aux élèves de développer l'adage « mens sana in corpore sano ». L'Abbé Victor Collard, le dernier prêtre à exercer la fonction de « principal », entreprit des travaux de rénovation et d'adaptation importants. Il dut reconstruire la grande chapelle détruite par les flammes en janvier 1987 en aménageant et en diversifiant l'occupation des lieux.

Les premières filles entrèrent au Collège au début des années '70 ; il fallut attendre septembre 1979 pour l'introduction du renové.

Pour répondre au développement des quartiers de la rive gauche de la Meuse, une école maternelle et primaire s'établit en 1971 sur le site tout en dépendant d'un autre pouvoir organisateur, le Comité Paroissial Saint-Perpète. De nouveaux bâtiments furent édifiés un peu en contrebas de l'aile Bastin pour permettre le développement de cette école dont les maternelles occupent toujours une partie des bâtiments du Collège. En 2003, une crèche fut également créée sur le site.

690 élèves fréquentent le Collège en 2007-2008, pas loin du record absolu établi en 1995-1996 ; les internes y représentent un peu moins de 20 % de cette population.

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- ARNOULD A., *Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant, 1866-1966*, Dinant, n.d.
- *Le Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant*, s.l., n.d.

**Le Collège Notre-Dame
de Bellevue à Dinant**



Bien avant que les voitures n'envahissent le parc...

... comme sur cette photo du Collège dans sa configuration actuelle !



Tiré de « Propositions », mai 2008.

L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau

C'est le 7 octobre 1909, soit il y a près d'un siècle, qu'est inauguré l'Institut Saint-Michel, alors confié aux Frères des Ecoles Chrétiennes. Il prend ses quartiers dans les dépendances du presbytère, qui, anciennement, servaient d'écuries pour les chevaux de la gendarmerie et qui constituent donc le véritable berceau de l'école. Nous sommes sur la « place du Château », haut lieu, dans tous les sens du terme, de l'histoire de la cité.

A l'origine, une « école des pauvres »

Comme souvent lorsque l'on dresse l'historique d'un établissement scolaire de nos régions, on évoque la fameuse guerre scolaire qui a perturbé les esprits entre 1879 et 1884. C'est à ce moment-là en effet qu'apparaît à Neufchâteau une école catholique destinée aux garçons pauvres en âge d'école primaire. On l'appelle « l'école des pauvres », une dénomination peu flatteuse, certes, qu'aggrave encore le caractère minable et aléatoire des locaux successifs qui l'accueillent.

La « place du Château »

Jusqu'à la fin du 19^e siècle, la place du Château constitue un haut lieu de la vie publique, politique, religieuse, judiciaire et sociale chestrolaise. Sur les ruines de l'ancienne forteresse sont en effet rassemblés les demeures des prévôts, représentants des seigneurs, le tribunal de première instance, la gendarmerie, la prison qui deviendra l'hospice Gofflot, la justice de Paix et l'église décanale. C'est sur base de cette concentration que les autorités communales revendiquent pour Neufchâteau, en 1831 et 1839, le siège de l'administration provinciale du Luxembourg. Par la suite, la place sera largement occupée par l'Institut Saint-Michel.

Intégrée dans les bâtiments de l'école se dresse encore la seule tour survivante du « novum castellum », la Tour Griffon. Sous l'ancien régime, cette tour semble avoir servi de cachot puis de lieu d'incarcération. A l'avant-gauche de la place, se dresse la maquette du château réalisée en 1999 à l'initiative de Christian Kellen, féru d'histoire locale, à l'occasion du 800^{ème} anniversaire de la Ville. Il s'agit d'une reconstitution remarquable à l'échelle 1/20^e de la forteresse seigneuriale. Précisons enfin que, si cette dernière est citée dans divers documents dès 1199, sa première description ne date, elle, que de 1541 – soit près de 350 ans plus tard – lorsqu'elle est partagée en deux seigneuries... Une chose est sûre : elle sera démolie par l'artillerie française en 1641.

L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau



↑ Vue générale de l'Institut en 1930, juché sur son promontoire autrefois occupé par un château.

↔ La Tour Griffon, vue du couloir d'entrée de l'Institut

L'arrivée des Frères

C'est au doyen Depierreux que l'on doit la mise en route du projet d'une nouvelle école. Dès 1903, il entreprend la transformation du bâtiment paroissial prolongeant le presbytère, anciennes écuries de la gendarmerie, comme nous l'avons dit précédemment. L'abbé Depierreux pense d'abord aux Frères Maristes pour diriger l'établissement dont il rêve. La demande sera hélas vaine. Par contre, Carlsbourg répond favorablement et trois Frères des Ecoles Chrétiennes sont envoyés à Neufchâteau pour « lancer » l'Institut Saint-Michel.

Le jeudi 7 octobre 1909, ses locaux sont inaugurés et le Frère Maximin-André se voit confier la direction d'un établissement dont la renommée se construit bien vite. Ainsi pourra-t-on ouvrir successivement la 1^{ère} Moyenne en 1909, la 2^{ème} en 1912 et la 3^{ème} trois ans plus tard, en même temps qu'un « Cours spécial » préparant aux examens d'entrée dans l'administration.



C'est ici que tout a commencé...

Un élan brisé

A l'instar de bien d'autres bâtiments publics de la localité et de la province, ceux de l'Institut Saint-Michel connaîtront l'occupation allemande durant plusieurs mois de la première guerre mondiale. Les élèves se retrouvent alors répartis dans différents immeubles de la cité. Au sortir de cette guerre, les Frères envisagent d'assurer à leur école une envergure nouvelle mais c'est sans compter avec le refus du nouveau doyen, l'abbé Lorent, de poursuivre la collaboration avec ceux-là mêmes qui ont « fait » l'école. Avec le départ des Frères, l'Institut Saint-Michel devient alors collège épiscopal, animé par deux prêtres, l'abbé Ariste Delvaux, directeur et futur inspecteur diocésain, et l'abbé Lequeux, secondés par une équipe de laïcs.

Mais l'Institut, devenu entre-temps établissement diocésain, a perdu son prestige d'avant-guerre et ses finances sont dans le rouge.

« Le deuxième fondateur »

C'est alors qu'entre en scène la stature imposante de l'abbé Joseph Deleau. Directeur de 1925 à 1951, déjà présent en 1920 pour ouvrir la section latine au degré inférieur, il crée en 1936 la section « Scientifiques », après une « Ecole agricole temporaire » en 1926.



Une nouvelle destinée pour un très ancien bâtiment

Avec l'abbé Deleau, l'école est entre de très bonnes mains, au point qu'il faut songer à s'agrandir. Le bâtiment du fond de la place du Château, qui a jadis abrité l'école communale des filles et la Justice de Paix, est acquis en 1926. Les trois années qui suivent voient la construction de l'aile arrière, perpendiculaire, destinée aux classes du primaire et du secondaire ainsi qu'au logement des professeurs prêtres. Son inauguration a lieu le 21 avril 1930.



L'aile arrière

En 1949, de nouveaux locaux complètent l'infrastructure. Mais tout cela a un prix et les finances sont à nouveau en situation de détresse. Au désir de l'évêché de Namur de contrôler la situation et de ne plus aider à survivre que les institutions aux finances positives, le directeur Deleau oppose un « niet » catégorique. Le divorce est consommé et, quinze années durant, soit jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, l'Institut Saint-Michel ne profitera plus du moindre sou diocésain.

Comme en 14-18, l'école est partiellement réquisitionnée par l'occupant allemand jusqu'au printemps 1942. À l'offensive des Ardennes, les mêmes locaux accueillent les soldats américains.

Après la guerre, la vie reprend son cours normal et l'abbé Deleau, nommé chanoine honoraire entre-temps, lance un nouveau chantier en 1951, son dernier : le bâtiment de façade est rehaussé de deux étages de classes.

Un nouveau et long directorat

L'abbé Jacques Martin arrive à l'Institut Saint-Michel en 1951. Il en assurera la direction jusqu'en 1978 ! Désirant poursuivre l'œuvre de ses prédécesseurs bâtisseurs, il se lance à son tour dans divers chantiers, entrecoupés de nouvelles orientations d'études : ouverture d'un internat régional en 1953, acquisition la même année d'une plaine de sports, ouverture en 1955 du cycle supérieur des humanités gréco-latines, construction d'un bâtiment en contrebas, au chemin du Hays, devant accueillir les classes primaires et une salle de gymnastique. Ce dernier sera inauguré le 11 novembre 1960.

L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau



Au chemin du Hays

En 1967, s'ouvre au cycle inférieur la section latin-mathématiques. La même année, l'hospice Gofflot, bâtiment voisin, est démoli et son site reçoit pour deux ans grues et autres engins de gros travaux pour une nouvelle aile dont les plans ont été établis par l'architecte namurois Robert Bastin.



L'aile inaugurée en 1969

Fusions tous azimuts

En 1978, alors que l'abbé Alphonse Heintz a repris le flambeau directorial, la section primaire de l'Institut Saint-Michel fusionne avec l'école primaire de l'Institut Saint-Joseph qui, à 800 mètres de là, accueille les filles. Les deux implantations continuent de fonctionner, mais sous le régime de la mixité. Du côté du secondaire, on assiste à une fusion des Pouvoirs Organisateur des deux établissements en 1985. Elle préfigure de profonds bouleversements à brève échéance.

A la rentrée de 1987, alors que l'abbé Henri Emond entame sa troisième année à la tête de l'Institut, est créée la « Communauté éducative Saint-Joseph - Saint-Michel » : la mixité est de règle chez les 520 élèves comme chez les enseignants. Plusieurs déménagements sont envisagés puis « essayés » avant qu'en 1988 les choses se fixent :

L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau

le 1^{er} degré, que dirige Sœur Marie-José Herbeuval, puis Lydie Vaulet, de même que les 2^{ème} et 3^{ème} degrés se répartissent dans les bâtiments de la place du Château, en partie abandonnés par les internes partis rejoindre la rue Lozet, et du chemin du Hays, immeuble déserté lui aussi par les élèves du primaire pour la même rue Lozet.

L'Institut Saint-Joseph

Cette école, qui va entrer dans le giron de l'Institut Saint-Michel, entame sa longue histoire dans la première partie du XIX^e siècle.

A l'invitation de la Ville de Neufchâteau, c'est en 1835 que s'ouvre une école primaire communale des filles, tenue par trois Sœurs de la Congrégation des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion. En 1879, une école primaire et maternelle catholique pour garçons et filles est créée, embryon du futur Institut Saint-Joseph, aménagée dans un bâtiment mis à disposition par le notaire Hauzeur : en effet, la loi dite « de malheur » exclut le cours de religion du programme officiel, contraignant les Religieuses à renoncer à l'enseignement communal. L'année 1884 voit la construction de la première implantation de l'Institut Saint-Joseph à la rue Lieutenant Lozet.



L'Institut Saint-Joseph, à la rue Lozet

D'autres dates compteront dans l'histoire de l'Institut Saint-Joseph qui accueillera exclusivement les jeunes filles : ainsi, en 1931, la création d'une école professionnelle ; en 1935, la construction d'un nouveau bâtiment de l'autre côté de la rue Lieutenant Lozet ; en 1947, l'ouverture d'un internat ; en 1951, la mutation de l'Ecole professionnelle en Ecole professionnelle technique ; en 1952, l'adjonction d'un atelier d'apprentissage. On se souviendra encore qu'entre 1952 et 1954, de nouveaux bâtiments, qui ont double pignon sur la rue des Chasseurs Ardennais et la rue Lieutenant Lozet, répondront aux besoins d'une population scolaire en constante augmentation ; ils sont aujourd'hui transformés en appartements. Enfin, en septembre 1955, c'est l'ouverture d'une section moyenne générale et, en septembre 1959, la naissance de deux nouvelles sections : commerciale et gréco-latine. En 1988, la 2^{ème} professionnelle option « boucherie-charcuterie » ouvrira ses portes de même qu'en 1990, le 3^{ème} degré professionnel « habillement – retouche – vente ».

L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau

Le premier directeur laïc

Revenons à l'Institut Saint-Michel. Gaumais d'origine, professeur de sciences à Carlsbourg, Philippe Mahillon devient en 1991 le premier directeur laïc de la vénérable institution. D'un naturel discret, il n'en est pas moins efficace et ne craint pas de prendre les décisions qui s'imposent pour le bien de son école. Certaines, telles la fermeture des deux internats ou celle de la section professionnelle, seront ressenties douloureusement mais les données et contraintes nouvelles en matière d'infrastructure scolaire ne lui laissent pas vraiment le choix. Il n'aura de cesse en tout cas d'améliorer le cadre de travail de ses professeurs et de ses élèves, notamment par l'inauguration d'une bibliothèque en 1998, la rénovation complète des salles de professeurs et des laboratoires, ou encore par les travaux aux façades des bâtiments entre autres réalisations.

Le bâtiment rehaussé ⇨



Un autre « look »... où avancée et préaux ont aujourd'hui disparu
⇩



Depuis septembre 2008, un autre laïc, Frédéric Meunier, est aux commandes de l'école qui, en mars 2000, a retrouvé sa dénomination initiale d' « Institut Saint-Michel »...

Christian ROBINET

L'Institut Saint-Michel à Neufchâteau



Dernière vue d'ensemble

Sources :

- Site Internet de l'école : www.ism-neufchateau.be
- LAROCHE F., ROBINET C., *Neufchâteau d'hier à aujourd'hui – Balades à la carte*, Weyrich Editions, 2008.
- *Un siècle d'enseignement libre, La revue Catholique des idées et des faits*, Bruxelles, 1932, p. 263.

Tiré de « Propositions », juin 2008.

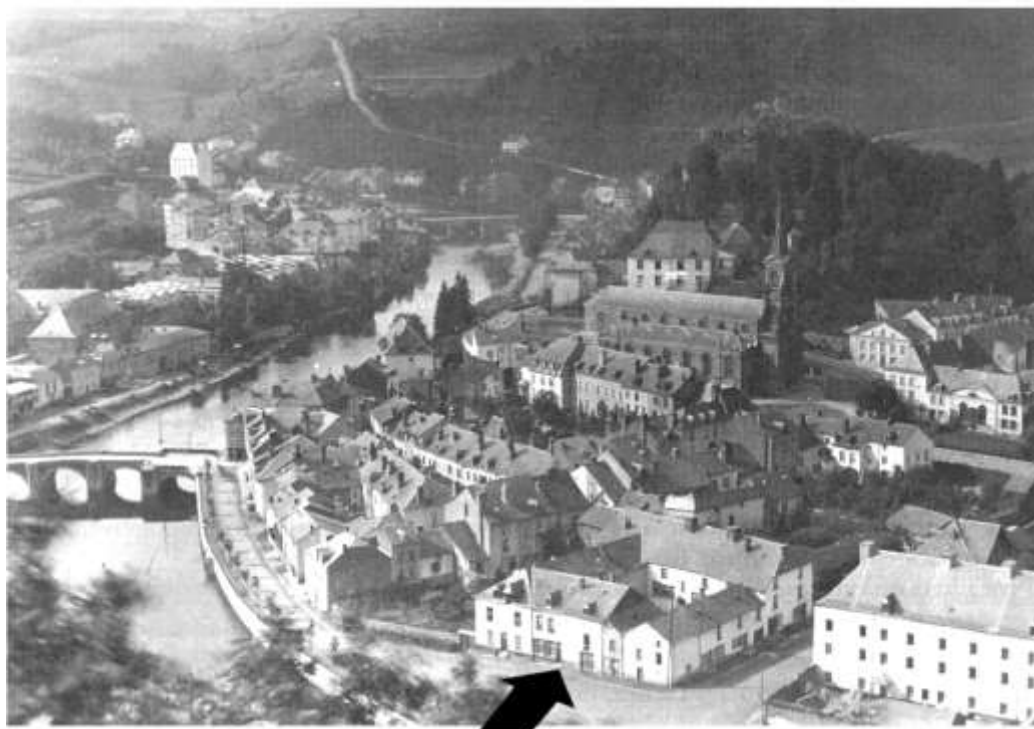
L'Institut Sainte-Marie à Bouillon

Les débuts de l'enseignement libre à Bouillon

Comme beaucoup d'écoles secondaires, l'Institut Sainte-Marie tire son origine lointaine d'une école primaire qui, à Bouillon, a été créée par les Sœurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy. Cette congrégation fut appelée à Bouillon dès 1779 par le Bureau de l'hôpital pour prendre en charge le service intérieur de celui-ci et l'instruction des orphelins qui s'y trouvaient. La Révolution française chassa les religieuses qui furent rappelées après le Concordat. Elles quittèrent de nouveau la Belgique lorsque le gouvernement hollandais décida, en 1822, de n'autoriser qu'aux Belges le droit d'enseigner.

Après l'indépendance de la Belgique, en 1835, l'Administration communale de Bouillon rappela les religieuses de la Doctrine pour leur confier l'école primaire des filles. Mais la loi dite « de malheur » de 1879 amena les religieuses à donner leur démission.

Le doyen, le chanoine Dereppe, mit alors tout en œuvre pour conserver à Bouillon un enseignement confié aux Religieuses : constitution d'un comité scolaire, souscription pour fournir aux Sœurs de quoi vivre, achat par une personnalité d'un bâtiment situé sur le quai des Bastions (actuellement boulevard Heynen), aménagement de celui-ci pour en faire des classes pour les garçons au rez-de-chaussée et à l'étage pour les filles. Tout cela se réalisa en un temps record et, le 1^{er} octobre 1879, l'école primaire libre ouvrit ses portes à Bouillon sous la direction de Sœur Saint-Laurent, jusqu'alors directrice de l'école communale.



Vue des bâtiments de la première école primaire libre au quai des Bastions (aujourd'hui boulevard Heynen)

L'école ménagère

En 1890, à la demande du doyen Debra, une école ménagère et une école dominicale virent le jour pour perfectionner l'éducation des filles sorties de l'école primaire. L'achat de la « Maison Barbe » sur la Place Verte permit d'y installer l'école ménagère devenue, à la rentrée scolaire 1900-1901, autonome de l'école primaire et dirigée par Sœur Sainte-Rose Collot qui assumera cette fonction jusqu'en 1925.



*La maison « Barbe » sur la place Verte où fut
installée l'école ménagère*

Cette école prenait en charge pour deux années les filles de 14 ans ayant terminé leur 4^{ème} degré primaire.

En 1929, on remit à neuf les bâtiments du boulevard Heynen, en partie en les reconstruisant, en partie en restaurant ceux qui le méritaient : ils prirent ainsi la physionomie qu'on leur connaît encore aujourd'hui ; ils sont toujours occupés par l'école fondamentale et des élèves du secondaire.



*Le bâtiment du boulevard Heynen après sa rénovation et sa
reconstruction partielle en 1929*

L'Institut Sainte-Marie à Bouillon

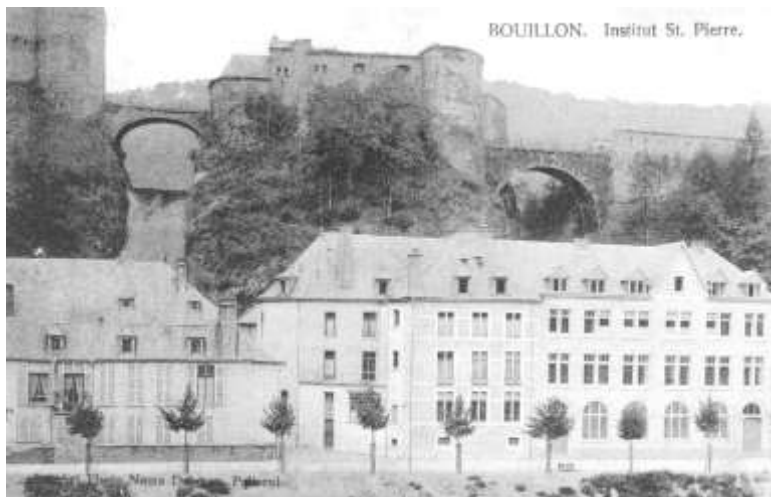
En 1949, une 3^{ème} année fut ouverte avec 29 heures de pratique professionnelle.

A partir de 1957, ainsi que le prévoyait une circulaire, l'école accueillit des filles dès l'âge de 12 ans, ce qui posa de gros problèmes de manque de locaux : une partie des élèves durent suivre les cours dans des bâtiments de l'Institut Saint-Pierre de Bouillon dont nous parlerons au point suivant.

L'offre de l'école ménagère, qui prit en 1966 le nom d'Institut d'Enseignement Technique Sainte-Marie, se modifia progressivement par l'ouverture, dès 1963, d'une section hôtelière et d'une section « aide aux collectivités d'enfants ».

L'Institut Saint-Pierre

Jusqu'en 1910, l'école des Sœurs était mixte. L'exiguïté des locaux et aussi la demande de l'Evêque de Namur amenèrent le comité scolaire présidé par le doyen Joseph Theissen à décider la création, en 1910, de l'Institut Saint-Pierre qui accueillit dans un bâtiment au quai des Remparts, dès la première année, 36 garçons, ceux du degré supérieur de l'école primaire et de la première année de l'école moyenne. La marche de l'établissement était assurée par des prêtres du diocèse ; le premier directeur en fut l'Abbé Louis Vandermissen qui, outre la direction, dispensait les cours de néerlandais, de sciences et de comptabilité.



*L'Institut Saint-Pierre sur le quai des Remparts,
face à la Semois*

D'après un rapport de l'inspecteur diocésain Antoine concernant l'année scolaire 1922-1923, l'Institut Saint-Pierre comprenait, cette année-là, les quatre degrés primaires, les trois premières années des gréco-latines avec 12 élèves et les humanités modernes complètes avec 30 élèves. L'internat comptait alors 37 élèves dont 9 du primaire.

La section secondaire de l'Institut ne se développa pas ; en 1930-1931, elle ne comptait plus que 26 élèves dont 25 internes : en 1937, elle fut fermée. La section primaire, par contre, se portait mieux (91 élèves en 1930-1931) et continua après la fermeture du secondaire, tout en gardant le nom d'Institut Saint-Pierre. Après la guerre 40-45, un enseignement technique pour garçons fut ouvert, mais l'expérience tourna court.

L'Institut Sainte-Marie à Bouillon

L'offensive allemande anéantit le 11 mai 1940 la presque totalité des bâtiments du quai des Remparts : les élèves furent relogés à l'Institut Sainte-Marie, boulevard Heynen et dans une maison à la rue Georges Lorand. Il fallut attendre 1949 pour qu'on entame les travaux de construction des nouveaux bâtiments de l'Institut Saint-Pierre à la rue G. Lorand où se situe toujours aujourd'hui l'entrée principale de l'Institut Sainte-Marie. La statue de Saint-Pierre qui surmonte la porte d'entrée rappelle bien l'origine de ce bâtiment.



La statue de Saint-Pierre qui orne l'entrée principale de l'Institut Sainte-Marie

Pour financer ces travaux, le doyen de Bouillon, Michel Poncelet, mit beaucoup de monde à contribution, y compris Monseigneur Charue, évêque de Namur, qui lança une campagne de souscriptions.



Carte envoyée par Monseigneur Charue pour solliciter des fonds

Les élèves du primaire entrèrent dans leurs nouveaux bâtiments à la rentrée de 1950. La restructuration de l'école ménagère, déjà évoquée plus haut, amena le transfert de certaines classes dans les bâtiments de l'Institut Saint-Pierre, qui durent être profondément adaptés 10 ans à peine après leur inauguration, et nécessita en 1964 le déménagement, un de plus pour les garçons de Saint-Pierre, qui occupèrent divers bâtiments de la localité.

Le développement de l'Institut Sainte-Marie

L'introduction du rénové et la mixité allaient amener l'Institut Sainte-Marie à élargir son offre. L'internat, jusqu'alors réservé aux filles, devint officiellement mixte en 1980 ; des garçons furent logés chez des particuliers en ville de 1977 à 1980.

Les 4 premiers étudiants sortirent en 1985 des humanités générales ouvertes en 1979.

A côté de cet enseignement général, l'école continua à offrir un enseignement technique dans le secteur social, et technique et professionnel dans le secteur hôtellerie-restauration qui souffrit fort de l'ouverture, en 1990, de l'école hôtelière de Bazeilles (près de Sedan en France) : on nota un impact important sur le nombre d'élèves aussi bien internes qu'externes dans cette section.

Les Religieuses de la Doctrine Chrétienne se désengagèrent progressivement : à partir de 1983, la direction fut assurée par des laïcs ; la dernière religieuse enseignante prit sa retraite en 1985 ; la Communauté des Sœurs quitta la « Maison Barbe » en 1988 où on réinstalla des classes.

En 1991, fut constituée l'ASBL Institut Sainte-Marie qui, jusqu'à cette date, faisait toujours partie de l'Association des Œuvres Paroissiales du Doyenné de Bouillon.

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- *Institut Sainte-Marie, enseignement secondaire 100 ans, 1901-2001.*
- *Un siècle d'enseignement libre*, Bruxelles, 1932, p. 262.
- Archives de l'Evêché de Namur.
- *Histoire des Sœurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy*, 1999, Nancy, t. IV, p. 24, T. V, pp. 142-143 et p. 151.

Tiré de « Propositions », août 2008.

L'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm



Une première implantation à la Place du Marché (1862-1909)

De 1862 à 1909, un « *pensionnat de demoiselles* » occupa le bâtiment situé Place du Marché (aujourd'hui Place Paulin-Moxhet), là où s'élève l'actuelle école Saint-Joseph.

Les Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion-Namur, une congrégation fondée en 1831, l'occupèrent dès leur arrivée à Vielsalm. Elles s'y établirent à l'instigation du curé-doyen, l'abbé Delcommune, qui était lié à l'aumônier de la maison mère. Les religieuses purent compter sur l'appui de l'évêque, Mgr Dehesselle, qui leur versa une somme de 18 000 F afin qu'elles créent une école de filles.

Le bâtiment occupé par le premier pensionnat avait été construit en 1633 par Jean Ruth, greffier à la Cour de justice du comté. Il fut remanié en 1777. Vendu aux religieuses pour 12 000 F par la famille Lamberty, il avait été occupé par le comte de Cornelissem, adepte de la chasse à courre et maître d'équipage du Rallye Ardenne.

Le but initial était donc de créer un pensionnat. Les ressources dégagées permettraient dans un second temps d'ouvrir des classes primaires où seraient notamment accueillies les élèves indigentes de la localité.

En 1863, une année de pension coûtait 325 F soit environ 210 journées de travail d'un ouvrier agricole. Notons encore qu'en 1883, la servante du couvent touchait 5 F par mois. Ecole primaire, école dominicale, école gardienne et pensionnat réunis comptaient 188 élèves en 1869 et 230 dix ans plus tard. L'électricité n'apparut qu'en 1907 et, pendant tout le XIX^e siècle, la mauvaise qualité de l'eau provoqua plusieurs épidémies de typhus, parfois mortelles pour les Sœurs et les pensionnaires.

Ces dernières étudiaient « *la religion et la morale, l'écriture dans tous les genres, la langue française, c'est-à-dire : la grammaire, l'orthographe, l'analyse grammaticale, l'analyse logique, le style épistolaire et la littérature, l'arithmétique, la tenue des livres, l'histoire sacrée et profane, la géographie, les notions de sciences naturelles, les ouvrages manuels utiles et autres, selon le désir des parents, le dessin, la gymnastique.* » Leçons de piano et de chant, d'allemand ou d'anglais exigeaient un supplément par matière et par trimestre. Le tout était scandé quotidiennement par l'assistance à la messe, les prières, les exercices pieux et la célébration des fêtes liturgiques. Les archives attestent que l'on pratiquait le théâtre depuis 1878.

La même année, après plusieurs interventions des édiles qui, pour des raisons budgétaires, ne souhaitaient pas créer une école communale réservée exclusivement aux filles, la Députation permanente adopta l'école primaire pour filles des Sœurs de la Providence. Depuis leur arrivée, ces dernières accueillaient toutes les indigentes de la localité.

Pensionnat de Demoiselles

ÉTABLI CHEZ LES

Sœurs de la Providence de l'Immaculée Conception

A VIELSALM

Apprenir dans le cours des jeunes personnes les sentiments d'une vraie piété; développer leurs facultés intellectuelles par des exercices variés; donner leur intelligence de connaissances nécessaires et utiles; former leur caractère, afin de rendre leur société douce et aimable; leur inspirer le goût du travail avec l'esprit d'ordre et d'économie, tel est le but que se proposent dans cet établissement, des maîtresses pleines de dévouement pour le bien. La santé, la propreté et la tenue des élèves sont l'objet d'une attention constante. En cas de maladie, on leur prodigue les soins les plus tendres et les parents sont prévenus sans délai.

La partie physique de l'éducation est très soignée, la nourriture est saine, abondante et variée.

Chaque élève doit avoir : sautoir, pochette, coussin, serviette, mousseline, etc., ainsi que tout ce qui concerne le coucher, moins le linge (1) et les vêtements.

Pour leur facilité, les parents peuvent se procurer à l'établissement tout ce qui concerne le lit, à l'exception des draps de lit et traves, moyennant une rétribution annuelle de 15 francs.

Lorsque les parents le désirent, l'établissement peut faire blanchir le linge.

Les élèves écrivent chaque mois à leurs parents.

Les visites ont lieu le dimanche et le jeudi de chaque semaine, de 9 à 12 heures du matin à 8 heures du soir, sauf pendant les offices, auxquels les élèves doivent assister. On tient beaucoup à l'exactitude pour ce qui concerne les visites et les vacances, les dérangements nuisent aux progrès des élèves.

Uniforme.

HIVER.

Robe noire en mérinos, manteau noir, chapeau noir en feutre garni de velours noir, gants noirs.

ÉTÉ.

Robe noire en mérinos, chapeau havane garni d'un velours de même couleur, gants de même couleur que le chapeau.

(1) Long de 1 mètre 65 centimètres et large de 75 centimètres.

Prospectus du XIXe siècle



Le « pensionnat de demoiselles » vers 1905.

En 1879, sous la pression de l'épiscopat belge, les religieuses renoncèrent à cette adoption. La guerre scolaire venait de commencer. Elle dura de 1879 à 1884 et se révéla féroce à Vielsalm. La municipalité créa alors la première école communale de filles pour Vielsalm et Rencheux.

Le pensionnat du Sacré-Cœur aux Chars-à-Bœufs (1909)

Ce n'est pourtant pas la guerre scolaire qui provoqua le déménagement du pensionnat de la Place du Marché à la colline des Chars-à-Bœufs, mais les médiocres relations qu'entretenaient les religieuses avec le doyen Martilly.

Ce dernier refusa de célébrer les offices dans la chapelle de l'école et exigea que les pensionnaires reçoivent leur instruction religieuse dans l'église paroissiale en compagnie des autres enfants du bourg. Du coup, le recrutement des internes chuta, menaçant les ressources financières de la communauté. A partir de 1906, l'instauration du programme des écoles moyennes désormais suivi par les pensionnaires ne fut pas à même d'enrayer le déclin de l'établissement menacé de fermeture. L'évêché s'y opposa et la congrégation décida de construire un nouveau pensionnat sur la colline déserte des Chars-à-Bœufs dont le nom provenait des lourds charrois en provenance des ardoisières toutes proches.

Vielsalm — Le Couvent du Sacré-Cœur.



Le site retenu présentait l'avantage de se situer à quelques centaines de mètres de la gare et il appartenait à François-Constant Paquay-Cuvelliez, un commerçant aisé, membre du comité scolaire des écoles catholiques de Vielsalm. D'une superficie d'un hectare 14 ares 80 centiares, il fut acquis pour la somme de 10 731 F. La construction du bâtiment lui-même s'éleva à 175 861 F. Elle fut financée par la revente (60 000 F) de l'ancien pensionnat aux Frères allemands de l'Amour Divin (Gesellschaft der göttlichen Liebe), déjà établis au Johanninum (actuelle Résidence d'Ardenne) de Grand-Halleux, une école secondaire qui accueillait exclusivement des élèves allemands. Ces religieux envisageaient d'y établir un enseignement professionnel agricole. Le solde des frais fut financé par divers emprunts auprès des particuliers et d'un notaire namurois. En 1922, les Sœurs constituèrent une tontine lorsque leur congrégation devint une Association sans but lucratif.

Les architectes furent deux Allemands d'Aix-la-Chapelle, Keller et Zimmermann, recommandés à la nouvelle supérieure, Sœur Maria-Francisca, par le directeur du Johanninum. L'architecture de ce dernier établissement présente de larges similitudes avec celle du pensionnat.

Ces religieux allemands servaient dans leur pays de recruteurs pour amener à Vielsalm des jeunes filles de la « *bonne société* », désireuses d'apprendre le français. Cette tradition qui existait depuis les origines de l'école ne se termina qu'avec la prise de pouvoir d'Hitler en 1933. Les premières cartes postales représentant le pensionnat du Sacré-Cœur furent éditées à Dresde. Elles montrent que l'enseigne dirigée du côté de la gare était flanquée d'une autre inscription « *allemand-français*. » Il faut rappeler que la frontière avec la Prusse rhénane passait à trois kilomètres de là, à Poteau. On dénombrait également parmi les pensionnaires un certain nombre d'élèves de nationalité luxembourgeoise et, après 1920, des germanophones issues des Cantons de l'Est (la « *nouvelle Belgique* » comme disaient les Sœurs).

Les entrepreneurs, les frères Brandt de Welkenraedt, avaient déjà construit le Johanninum et une partie de l'institut Saint-Remacle de Stavelot. En moins d'une année s'éleva un bâtiment en équerre, aux fenêtres surmontées de briques mécaniques tandis que, de sa niche en pierre, la statue du Sacré-Cœur dominait un paysage dénudé. La maçonnerie des fondations et des murs des caves est composée de moellons du pays. Les briques de campagne qui constituent les murs proviennent du hameau voisin de Rencheux. D'aspect fort rustique, dures et pleines de petits cailloux, elles furent moulées à la main en l'espace d'un été. La construction en utilisa deux millions. Ces briques furent charriées jusqu'au chantier par tombereaux de 500. Pour dissimuler leur aspect rudimentaire, elles furent recouvertes plus tard d'un crépi rougeâtre et rejointoyées de blanc. La toiture en ardoises à crochets reposait sur des chevrons couverts de carton bitumé. Les planchers de l'étage et du grenier furent remplis d'un mélange de paille et d'argile.

Sur l'emplacement de l'actuel parking situé entre le vieux pensionnat et la salle des fêtes avait été érigée une petite ferme. Elle fut transformée dans les années 1960 pour céder la place aux classes de coupe-couture et de technologie. L'incendie du 6 novembre 2006 la réduisit en cendres. Initialement, le rez-de-chaussée de l'aile gauche comprenait le quartier des religieuses et les cuisines. Dans l'aile droite, on distinguait l'école ménagère, le réfectoire des pensionnaires (qui, semble-t-il, n'a jamais changé de destination) et une salle de récréation. Le 1^{er} étage était occupé par la chapelle, la sacristie et différents parloirs.

Au même niveau, l'aile droite était vouée à l'enseignement avec la salle d'étude et plusieurs classes. Au deuxième étage, l'aile gauche était partagée entre différentes chambres tandis que les dortoirs occupaient la totalité de la partie droite. Le tout était surmonté d'un vaste grenier qui n'était planchéié qu'au-dessus des dortoirs.

On aménagea rapidement une salle de musique pour les élèves qui pratiquaient le piano. Le pensionnat n'était pas raccordé au réseau électrique et s'éclairait « *à l'huile de pétrole*. »

L'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm

Le déménagement des religieuses eut lieu fin août 1909. La bâtisse était encore un chantier. C'est ainsi que les terrassements furent assurés par les Sœurs elles-mêmes qui se chargèrent également de l'aménagement des jardins et du potager. La chapelle, desservie par un aumônier attaché à l'établissement et rétribué par lui, était complètement dénudée. Son aménagement fort précaire ne convenait guère à l'esprit du temps. En 1910, elle reçut l'ancien autel du noviciat de Champion qui s'ornait d'un immense tableau du Sacré-Cœur. Celui-ci donna son nom au pensionnat.



Août 1912

La Première Guerre mondiale

L'invasion allemande se produisit le 4 août 1914. Le pensionnat fut aussitôt réquisitionné par les troupes d'occupation pour servir d'hôpital de campagne (il fallait soigner 500 blessés) jusqu'au 29 septembre. On dénombra la présence de trente médecins de la Croix-Rouge et d'une importante équipe médicale dotée de tout l'équipement nécessaire. « *Pharmacie, salle d'opérations, salles des malades, de bains, de provisions, morgue même ... rien ne manquait à l'ambulance.* » L'immeuble fut transformé ensuite en caserne où résida le commandant allemand de la place jusqu'au 10 novembre. A quelque chose, malheur est bon. La présence des troupes permit à l'établissement d'être relié au réseau électrique.

Pendant les années de guerre, l'école accueillit une septantaine d'élèves, internes et demi-pensionnaires confondues. Les difficultés de ravitaillement ne furent pas insurmontables. En 1918, les bâtiments furent de nouveau occupés par les troupes allemandes qui se repliaient, puis par des soldats alliés et par la Croix-Rouge.

La communauté religieuse ne put disposer de la totalité du bâtiment que peu avant Noël. Le nettoyage et la désinfection des locaux occupèrent cinq semaines entières. La rentrée eut lieu le 10 janvier 1919. Cette année-là, plusieurs élèves furent touchées par le paratyphus. Elles furent soignées sur place et l'une d'entre elles décéda à l'école.

L'entre-deux-guerres

La vie reprit son cours suivant un rituel immuable qui ne se modifia que fort peu jusqu'à la fin des années 1950. Les trois coups de cloche réveillaient les demoiselles vers 5 h 45 ou 6 h 45 selon la saison. La surveillante du dortoir lançait un « *Loué soit Jésus-Christ !* » auquel le chœur des élèves répondait par un vibrant « *Amen !* » Vers 1925, la journée d'une pensionnaire se déroulait ainsi :

« Lever, petite prière, toilette dans le bassin qui se trouve sur la table de nuit, faire son lit. 6 h 15. trois coups de cloche, descente par rangs de deux en bas, enlever ses pantoufles, mettre ses souliers, chapeau, manteau pour se rendre à la salle d'étude pour la prière du matin jusqu'à 6 h 45.

Départ à la chapelle afin d'assister à la messe. 7 h 15, retour aux vestiaires pour ôter manteau et chapeau ; réfectoire pour le déjeuner en silence jusqu'à 7 h 45 ; récréation jusqu'à huit heures et en route par deux et par classe pour commencer les cours de 8 heures à 11 h 30. Cloche dans le corridor des classes ; dîner au réfectoire jusqu'à 12 heures. Récréation. Classes de l'après-midi. Descente au réfectoire pour le goûter, pensionnaires et externes. Il est 4 h 30. Quelques minutes de récréation. Mettre chapeau et manteau pour aller à la chapelle à 4 h 45 pour le salut, le chapelet ou la visite du Saint-Sacrement. 5 h 45 : étude dans les classes de chacune jusqu'à 6 h 30.

Les demi-pensionnaires partaient à ce moment pour rentrer chez elles, conduites par Sœur Théodora qui les accompagnait jusqu'à l'ancienne cabine électrique qui se trouvait face au cinéma Lido. Les pensionnaires, pendant ce temps, étaient à la salle d'étude pour la prière du soir. Il était 6 h 45. Lecture de la vie du saint du jour par une élève. Souper. Il est 7 h 30. Récréation avec rondes enfantines... Oter ses souliers, mettre ses pantoufles et il est huit heures. Retour au dortoir pour un repos bien mérité, où le silence est plus que sacré. Petite prière avant le sommeil. »

Maigres congés et longs trimestres

En 1920, les retours en famille se limitaient aux grandes fêtes : Noël (1a messe de minuit devait être suivie à l'école), Pâques, les grandes vacances (de fin juillet à la mi-septembre).

Vers 1935, les élèves obtinrent l'autorisation de rejoindre leur foyer à la Toussaint, au carnaval (le congé était parfois remplacé par trois jours d'adoration en expiation des péchés qui se commettraient ces jours-là !) et à la Pentecôte.

A partir de 1940, pour des raisons de ravitaillement, les étudiantes purent rentrer dans leur village du samedi à 16 heures au dimanche à 18 heures.

Dès l'après-guerre, les retours en famille eurent lieu tous les 15 jours et, au début des années 60, permission fut accordée de rentrer chez soi chaque semaine et de ne réintégrer l'internat que le lundi matin.

Durant les longs séjours au pensionnat, les visites des parents étaient autorisées les jeudis et dimanches dans l'après-midi, à l'exception du premier dimanche du mois réservé à la prière. La plupart du temps, les élèves étaient conduites en promenade dans les environs. En uniforme impeccable et par rangs de trois, encadrées de l'une ou l'autre

religieuse, elles parcouraient les villages voisins : Grand-Halleux, Farnières, Neuville, Cahay ... et la grotte de Vielsalm. Elles se signaient devant chaque croix rencontrée.

L'école moyenne ménagère agricole (1923-1961)

En 1923, une école ménagère temporaire (de novembre à fin février) fut installée et subventionnée par l'Etat. Les cours étaient donnés par une régente agricole. G. Hoyois, un observateur du temps, souligne : « *Ces établissements rendirent de grands services en formant une élite rurale féminine. On n'admet qu'un nombre limité d'élèves, en principe de 15 à 20, qui ont terminé l'école primaire. (...) A force d'exercices personnels bien dirigés, les élèves se perfectionnent en cuisine, en couture, en lessivage, en repassage, en laiterie et en économie domestique.* » Dès 1934, cet enseignement devint permanent. Mais les temps changeaient et, en 1962, l'école ménagère agricole se transforma en école professionnelle ménagère, qui prit le nom d'Institut du Sacré-Cœur ; le Pensionnat du Sacré-Cœur organisait, lui, l'école moyenne.

Quant à l'école de coupe, sa première mention remonte à l'année scolaire 1919-1920.



Travail à la laiterie dans les années 1930.

La Seconde Guerre mondiale

A Vielsalm, les hostilités commencèrent dès le 10 mai 1940. L'école fut de nouveau réquisitionnée par les Allemands jusqu'au 2 juin. Les années de conflit furent marquées par quelques difficultés de ravitaillement, mais la vie se déroula sans rencontrer trop de difficultés, malgré l'engagement dans l'Armée Secrète de l'aumônier, le Père Théodore Catteau (1899-1985), présent au Sacré-Cœur depuis 1932. La délivrance fut fêtée le 11 septembre 1944, les troupes américaines occupant la localité. Du 8 au 10, un détachement de SS avait toutefois séjourné à l'école.

La nuit du 23 au 24 décembre 1944, la bataille des Ardennes atteignit Vielsalm. Une partie de la population se réfugia dans les carrières et dans les villages voisins.

« Environ 80 personnes s'acheminent vers l'Institut du Sacré-Cœur où elles reçoivent un accueil chaleureux qu'elles ne pourront jamais oublier. Les religieuses mettent à la disposition des réfugiés les caves où l'on aménage des lits de fortune. Monsieur l'Abbé Catteau, aumônier de l'Institut, apporte, au péril de sa vie, aux quelques personnes demeurées chez elles, le secours et l'encouragement nécessaires en leur distribuant la communion. Il est appelé d'urgence à Salmchâteau, à la suite d'un terrible bombardement. Un véhicule et un chauffeur allemand lui permettent d'amener un grand nombre de blessés à l'Institut où on improvise un poste de secours. Les médecins présents dans les caves (...) prodiguent les premiers soins aux blessés et aux mourants. L'un d'eux pratique même, avec succès, une grave opération de péritonite dans une classe de l'établissement. » Tels sont les propos rapportés par la chronique des religieuses de l'époque.

Les 16 et 17 janvier 1945, les Américains descendent de Rencheux et libèrent Vielsalm. Les blessés sont hébergés au mess des officiers. Trente-deux civils sont morts dans la commune. De nombreux réfugiés accueillis dans les caves du couvent n'oublieront jamais le réconfort apporté par les religieuses et en particulier par sœur Adélaïde, la supérieure.

La deuxième moitié du XXe siècle

A la fin du conflit, le pensionnat, qui n'avait pas trop souffert des bombardements, rouvrit ses portes. Les religieuses continuèrent leur œuvre d'enseignement avec l'esprit et la mentalité qu'elles avaient mis en œuvre jusque-là. Les élèves qui sont passés par l'école durant cette période se souviennent encore de l'ambiance de travail et surtout de la discipline de fer, jointe à un esprit de soumission inconditionnelle à l'autorité.

Les professeurs laïques firent une apparition de plus en plus remarquée. Jusqu'en 1955, les contrats d'engagement prévoyaient leur démission automatique en cas de mariage. L'existence de ces jeunes femmes était fort semblable à celle des internes. De plus, elles exerçaient nombre de prestations : surveillance des dortoirs, des repas, des récréations et présence obligatoire durant certains week-ends. Tout cela, pour un traitement qui relevait quasiment de l'aumône et qui leur était payé par la directrice en personne. En effet, l'enseignement moyen et même certains cours de l'enseignement ménager n'étaient pas subventionnés par l'Etat. Il faudra attendre la législation Harmel (1950-1954) qui insistera sur la nécessité des titres requis pour enseigner (souvent des institutrices donnaient les cours des régentes) pour que soient accordés les premiers subsides à l'enseignement moyen libre, dont les diplômes avaient dû être homologués par une commission spéciale, garante du niveau des études.

La loi Collard (1955-1958) déclenchera la deuxième guerre scolaire motivée par la querelle sur le financement de l'enseignement secondaire qui s'ouvrait de plus en plus massivement aux générations du baby-boom. Elle ne provoqua pas de vagues particulières à Vielsalm. Grâce au Pacte scolaire, le minerval disparut, les traitements

L'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm

des professeurs de l'enseignement catholique furent alignés progressivement sur ceux de leurs collègues de l'enseignement officiel et surtout, ils furent versés directement par le ministère aux intéressés sans plus passer par l'intermédiaire des directions. Les professeurs masculins qui, jusque-là, sauf cas de force majeure, étaient interdits d'enseignement dans les écoles congréganistes de filles, ne tardèrent pas à apparaître.

En 1963, l'arrivée de sœur Thérèse Gillain (1920-1998) marqua une véritable révolution toute pacifique. Dans la ligne du concile Vatican II, l'école s'ouvrit à l'esprit du siècle. Appuyée par l'aumônier Catteau, pouvant compter sur la présence d'un corps professoral jeune et dynamique, complètement laïcisé, et sur l'existence d'une communauté religieuse ouverte à de nouveaux horizons, sœur Thérèse réalisa à l'échelon local un véritable aggiornamento.



De nouvelles sections apparurent : scientifique B en 1964, travaux de bureau en 1968, mixité en 1971, enseignement rénové en 1972, techniques de qualification, implantation dans les murs de l'école et développement rapide de l'Institut libre luxembourgeois d'enseignement de promotion sociale (ILLEPS), etc.

Pour accueillir une population scolaire en pleine croissance, il fallut construire. Au bâtiment amiral du pensionnat s'adjoignirent le Shalam (1966 et 1972), les classes de la Prairie (1975) et, enfin, le bâtiment des Guérets (1977).

Les normes de rationalisation imposèrent aux deux écoles à 6 ans de se restructurer en 1981 : un DOA appelé Pensionnat du Sacré-Cœur et une école organisant les deuxième et troisième degrés, l'Institut du Sacré-Cœur. La fusion entre ces deux établissements intervint en 1993 suite à la modification des normes d'existence des DOA.

En parallèle, de nouvelles techniques d'enseignement virent le jour : installation de la télévision en 1963, recours à des films de ciné-clubs, création d'un laboratoire de

L'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm

langues (1966), emploi d'un magnétoscope (1971), mise en œuvre de la docimologie (1971), usage de photocopieuses (1976), apparition de l'informatique (années 80), création d'une vaste bibliothèque dans la partie supérieure de la chapelle transformée (1990), jumelage avec une école flamande (1981) et plusieurs écoles européennes (projets Socrates et Comenius), séjours linguistiques, voyages divers et enfin, raccordement au cyberspace (Wallonie Intranet, 1999).

Aujourd'hui, l'équipe professorale et éducative poursuit résolument un périple initié en 1862 par une poignée de religieuses.

Guy WILLEM

Sources :

- LEGROS H. et WILLEM G., *Un pensionnat au fil de l'histoire, 1862-1983, l'Institut du Sacré-Cœur à Vielsalm*, Stavelot, 1983.
- WILLEM G., *Histoire inachevée de l'Institut du Sacré-Cœur de Vielsalm, 1862 - 1908 - 2008*, Vielsalm, 2008.



Vue d'ensemble des bâtiments actuels

Tiré de « Propositions », septembre-octobre 2008.

L'Ecole Professionnelle de Vedrin

1. L'origine lointaine de l'école

C'est en 1978 que l'école, devenue la « Sitrée », s'installe à Vedrin, mais sa création remonte à 1949 ; elle était installée à la rue du Séminaire à Namur.

Il faut remonter bien plus loin pour comprendre les origines et la spécificité de cet établissement. En 1840, le chanoine Lambert-François-Joseph de Hauregard, soucieux d'encadrer les femmes à leur sortie de prison, fait appel à la Congrégation française Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur d'Angers pour établir une maison à la rue du Séminaire à Namur afin d'y accueillir des détenues libérées. Cette congrégation féminine fut fondée en 1835 par Marie-Euphrasie Pelletier, canonisée en 1940.

L'institution s'ouvrit aussi aux « préservées » (jeunes filles ou orphelines, enfants trouvés ou abandonnés, placés à partir de l'âge de 6 ans). Dès 1912, les juges des enfants auront la possibilité d'y placer les jeunes filles « indisciplinées ». En 1914, le Bon Pasteur avait enregistré 6 010 entrées dont 2 260 enfants.

La Communauté du Bon Pasteur quitta Namur en 1984 et les bâtiments furent vendus aux Facultés Notre-Dame de la Paix : plusieurs sculptures et plaques sur la façade rappellent le « Bon Pasteur ».



*Le Bon Pasteur encore visible
aujourd'hui à la rue du
Séminaire à Namur*



↑
La cour et le jardin

←
*La rue du Séminaire, avec sur la gauche les
bâtiments du Bon Pasteur*

2. L'École du Bon Pasteur

L'école ménagère du Bon Pasteur a été ouverte le 3 octobre 1949, sous l'impulsion d'une jeune assistante sociale, Mademoiselle Legrand, dans les bâtiments des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur, rue du Séminaire à Namur. Avant cette date, quelques cours étaient dispensés aux pensionnaires mais de façon non structurée et n'ayant qu'un but occupationnel.

Les juges de la jeunesse confiaient à cette communauté religieuse des jeunes filles mineures délinquantes. Celles-ci ne pouvaient sortir, et c'est donc pour leur donner une instruction que cette école fut créée à l'intérieur même du pénitencier : il s'agissait de favoriser leur réinsertion sociale en ouvrant la porte de cet univers carcéral sur des activités variées et formatives, au contact d'une équipe enseignante venant de l'extérieur.

L'argumentation développée auprès de la Direction Générale de l'enseignement technique pour justifier la création de l'école était la suivante : « *Ces élèves auraient besoin que les notions élémentaires des branches principales du programme de l'enseignement primaire adaptées à leur âge et à leur condition de vie leur soient données ; d'avoir, pour être initiées à leur mission future d'aide-ménagère, cuisinière, couturière, et surtout d'épouse et de maman de foyer ouvrier, des cours de pratiques de cuisine, lessivage, repassage, nettoyage, coupe et couture,...* » Et l'on soulignait également la nécessité de « *ne pas faire de tort à une école similaire existante* » car : « *Le recrutement de nos enfants étant spécial (mineures de justice)* » et de plus « *Nos enfants ne peuvent frayer avec des élèves d'une autre école...* »

Cette école ménagère comprenait au départ deux groupes : le premier pour les « mineures de justice », appelé la grande classe ; le second, réservé aux jeunes filles placées par les Procureurs du Roi, les commissions d'Assistance Publique, les

Œuvres des victimes de guerre et du Travail, était appelé la petite classe. Faisaient également partie de la petite classe des gamines arrivées à l'âge de quelques mois et qui avaient été déposées dans le « tour » utilisé pour accueillir les enfants qu'on y plaçait pour abandon.

Ces deux groupes, tout en étant bien distincts, étaient placés sous la responsabilité d'une seule directrice religieuse et formaient une seule école professionnelle.

Un professeur de la première heure, G. Smal, explique bien par son témoignage que la vie à l'école fut dès le départ conditionnée et rythmée par les exigences de la vie en internat fermé : *« Nous avons donc d'un côté du domaine les locaux de la « grande classe », au centre la résidence des sœurs et de l'autre côté la « petite classe ». Nous trouvons également 4 chapelles : une réservée aux sœurs, une pour les filles « justice », une pour les enfants du procureur et une pour les sœurs Madeleines. Celles-ci étaient revêtues de bure (c'étaient des filles de justice converties et entrées au couvent et à qui l'on confiait divers petits travaux.) Et pour compléter ce petit monde, nous trouvons également quelques femmes âgées (anciennes pensionnaires de justice) et qui n'avaient jamais quitté le couvent des sœurs et qui se rendaient utiles en effectuant diverses tâches ménagères. Elles logeaient du côté des filles « justices » et restaient à charge des sœurs. Ces dernières vivaient en partie grâce à la mendicité : elles se rendaient à chaque fin de marché avec une charrette afin de recueillir tous les légumes et fruits invendus qu'on leur donnait. »*

Attirés par cette formule nouvelle en Wallonie, les juges multiplient les placements : l'effectif des élèves allait atteindre 200 (uniquement des filles venant essentiellement des cantons de Dinant, Namur, Liège et Bruxelles).

Une section « travaux de bureau : magasin-accueil » vint compléter la section « ménagère ».

L'évolution des mentalités amena progressivement une diminution des élèves. En 1975, il n'y avait plus que 30 pensionnaires. A la même époque, pour des raisons d'image, l'école change de nom et devient l'« Institut Notre-Dame du Rempart ». La direction passe à une laïque, Andrée Legrand, qui était à l'origine de la création de l'école.

A côté de l'école, le Bon Pasteur comprend aussi une pédagogie pour jeunes filles suivant les cours des écoles de Namur et qui continuera après le déménagement de l'école à Vedrin.

En mars 1977, c'est l'instauration de l'école intégrée : grâce à l'appui du Chanoine Philippot, l'I.A.T.A. et Saint-Jacques acceptent de faire équipe avec l'école. Les cours « intégrés » sont choisis pour chaque élève (privilegiée) en fonction de ses possibilités du moment. C'est une sorte d'enseignement à la carte dans l'école ordinaire où ira l'élève de l'école spéciale. Cette dernière reste responsable des cours, y compris de ceux dispensés à l'IATA et à Saint-Jacques. Cela suppose une collaboration très étroite entre enseignants des établissements. L'établissement devient ainsi la première école spéciale en Wallonie à laquelle il est permis d'intégrer dans une école ordinaire certaines de ses élèves qui en ont la capacité.

L'année 1977-1978 s'est achevée avec une dizaine d'internes de l'Institut et cinq externes (l'ouverture à l'externat étant une nouveauté pour les enseignants), pour une quinzaine de professeurs, et en juin, l'école devait fermer ses portes ! L'internat est privé de subsides !

3. La Sitrée à Vedrin

Par ailleurs, une enquête, faite à l'initiative de la Commission Diocésaine de Planification sur les chances de survie de l'école, conclut à sa parfaite viabilité, à la triple condition : d'adapter les options d'études à la demande actuelle (par exemple, les travaux de bureau ne semblent plus correspondre aux besoins des élèves du spécial ; par contre, une option « vendeur-vendeuse » attirerait les jeunes) ; de transférer l'école hors des locaux du pensionnat de la rue du Séminaire et d'en faire un externat largement ouvert ; d'instaurer la mixité. Ces trois conditions furent reconnues nécessaires, tant par le P.O. que par les enseignants. Malgré qu'il soit convaincu et désireux de les réaliser, le P.O. de N.-D. du Rempart dut bien constater que lui-même n'était malheureusement pas en mesure d'appliquer aucune de ces trois conditions et qu'il lui fallait passer la main.

Il fallait trouver une nouvelle implantation : à Vedrin, un bâtiment scolaire était libre depuis un an et demi. Le conseil paroissial qui en avait hérité envisageait toutes les possibilités : vendre, louer (une grande surface d'achat avait déjà fait des propositions), ou encore relancer une école maternelle libre. Etant inoccupé, le bâtiment se dégradait ; une aile venait d'être vendue pour financer la réparation des toitures et le renouvellement de quelques châssis. Il y avait aussi dans la communauté paroissiale de Vedrin un grand désir de faire revivre les écoles. Depuis 1907, plusieurs générations de garçons étaient passées dans ces bâtiments construits par le curé de l'époque, l'abbé Pieltain et confiés jusqu'en 1948 aux Frères maristes. Dans l'entre-deux-guerres, l'école avait compté plus de 200 élèves. Après bien des avatars, la baisse de la population scolaire amena sa suppression en 1976.

Les bâtiments proposés étaient vétustes et tout était à revoir. Au début du mois de juillet, un appel est adressé aux Vedrinois par la feuille paroissiale ; plusieurs personnes répondent et, avec un groupe de compagnons bâtisseurs (belges et étrangers) et des professeurs, on s'activera chaque jour du mois de juillet et d'août 1978 sur un énorme chantier. La veille de la rentrée, une première phase des transformations est accomplie, l'école est prête à accueillir ses premiers élèves !

Comme cadeau de « renaissance », la Congrégation du Bon Pasteur offrit en passant le témoin 100 000 FB en matériel et 450 000 FB en espèces.

Une petite vingtaine d'élèves sont présents dès le 1^{er} septembre 1978. Dans le cadre d'un enseignement de forme 3, pour élèves relevant du Type 1 (retard mental léger) et du type 3 (troubles du comportement), ils ont le choix entre deux options : un enseignement ménager professionnel avec spécialisation pour cuisines de collectivités ; une section travaux de bureau, classement, sténo-dactylo.

Dès le lendemain de cette inauguration, même si l'enthousiasme du corps professoral est bien présent, la dure réalité de la nouvelle école se fait sentir ! Où étaient les locaux spacieux, fonctionnels et étincelant de propreté ? Le confort douillet et sécurisant, les récréations surveillées par les religieuses, l'entretien des locaux réalisé en temps et à heure, les classiques et matières premières pour les cours pratiques livrés directement par l'économat ? Le bureau directorial était installé dans une classe, et devait être partagé avec le secrétariat. Il fallait faire l'apprentissage des classes mixtes et de la mentalité propre à l'externat.

L'Ecole Professionnelle de Vedrin



Les bâtiments de la Sitrée en 1978...

... et aujourd'hui



A l'issue de la première année, un problème d'options s'impose clairement. Lors du transfert à Vedrin, le Ministère de l'Education Nationale, tout en autorisant la mixité, impose les mêmes orientations (section ménagère et section travaux de bureaux). Or, le recrutement étant différent, les adolescents inscrits à La Sitrée montrent peu d'intérêt et peu d'aptitudes pour le secteur tertiaire. La fermeture de la section s'opérera progressivement sur quatre années. On décide parallèlement l'ouverture d'une section peinture. Non seulement cette option est unique dans la région, mais sur le plan psychopédagogique, elle est susceptible d'orienter les élèves vers un métier rentable et valorisant, développant en eux créativité et esthétique. La première année de peinture ouvre ses portes le 1^{er} septembre 1979.

Une des expériences les plus marquantes des années suivantes fut la reprise de l'enseignement intégré.

Afin de marquer d'une pierre blanche les étapes vers une réinsertion sociale la plus intégrale possible, les élèves du degré supérieur des options peinture et cours ménagers suivent à l'Institut Technique de Namur une journée de cours par semaine,

respectivement dans les sections menuiserie et boulangerie-pâtisserie. Mêlés intégralement aux étudiants de l'ITN, les jeunes vivent là une expérience professionnelle et humaine.

La section peinture acquiert une autonomie plus grande. Un bâtiment est trouvé au centre du village, où les « peintres » seront chez eux et disposeront de locaux plus vastes, plus fonctionnels, plus agréables.

La pédagogie de l'école elle aussi bouge : elle se veut de plus en plus existentielle et ouverte sur les besoins actuels. Une équipe de jeunes professeurs apporte un vent de renouveau, un souffle vivifiant tout en bénéficiant de l'ancrage solide des aînés qui continuent d'œuvrer en donnant l'exemple journalier d'un dynamisme toujours neuf puisé aux sources de l'amour des jeunes et de leur beau métier d'enseignant.

Pour répondre à la demande des garçons dont le nombre est en augmentation, la finalité « Entretien du bâtiment et de son environnement » voit le jour en 1989.

Avril 1990 voit le début des terrassements nécessaires à l'érection de nouveaux bâtiments. Cinq mois plus tard, les élèves découvrent leur salle de gymnastique. Elle sera suivie par la mise en service d'un complexe moderne composé de bureaux, d'ateliers et de classes. A proximité de la cuisine s'ouvre un restaurant baptisé « La Sittelle » qui accueille désormais professeurs et visiteurs.

En 2002, une section Hôtellerie avec la finalité « Commis de salle » est portée sur les fonds baptismaux. L'école professionnelle « La Sitrée » modifie légèrement son appellation. C'est désormais : l'Ecole Professionnelle de Vedrin.

Quant au Pouvoir Organisateur, il était, après s'être reformé en 1978, constitué presque exclusivement de membres de la Paroisse de Vedrin. En 2001, il s'est ouvert aux membres du personnel. Ceux-ci peuvent être membres de l'AG. pour un tiers au maximum. Et, depuis quelques années, un rapprochement avec les Pouvoirs organisateurs voisins s'est amorcé. C'est ainsi qu'un représentant du P.O. de l'école Sainte-Claire de Bouge et un de l'école Saint-Nicolas de Namur sont administrateurs du P.O. La réciprocité est bien entendu de mise. Depuis 2007, un nouveau venu est arrivé en la personne d'un représentant du P.O. de Clairval-Suarlée - Reumonjoie-Malonne.

*Vincent ANGENOT,
avec la collaboration de Philippe MOTTEQUIN*

Sources :

- *Histoire de Namur, nouveaux regards*, Namur, 2005, pp. 233-234.
- *La Sitrée*, 1978-1988.
- Edition spéciale, la Sitrée, le vingtième.
- Archives de l'Evêché de Namur, R 23.

Tiré de « Propositions », novembre 2008.

L'Institut Sainte-Marie à Arlon

Le 7 juillet 1888, les Frères Maristes achètent pour la somme de 42 000 francs à Arlon la propriété Berger, au faubourg de Bastogne. Elle avait été la résidence de Nicolas Berger, lequel avait installé sa banque dans des locaux contigus à sa maison privée.



Couvent des Frères Maristes - Parloirs

I. Les Frères Maristes

Mais qui sont ces Frères Maristes ? Comme on l'a déjà expliqué dans l'historique de l'Institut Cardijn-Lorraine d'Athus ¹, l'origine des Pères et des Frères Maristes est commune et remonte à 1816 avec le désir partagé par un groupe de séminaristes lyonnais de fonder une société sous le patronage de la Vierge Marie. En 1817, Marcellin Champagnat réunit la première communauté des Frères Maristes. En 1863, le Saint-Siège approuve officiellement la congrégation sous le nom de « Frères Maristes des Ecoles » et la rend indépendante de la branche des Pères Maristes.

La première école des Frères Maristes en Belgique fut créée en 1856 à Fleurus.

Un peu avant que les Frères acquièrent à Arlon la banque Berger en juillet 1888, les Pères Maristes avaient acheté quelques semaines plus tôt, en avril de la même année, le château de Differt pour y installer leur école apostolique fondée l'année précédente à Battincourt.

2. Les Frères Maristes à Arlon

C'est le 3 novembre 1888 que les Frères Maristes prennent leurs quartiers à Arlon pour y installer un noviciat qui doit leur permettre d'accueillir des jeunes venus des 3 pays limitrophes.

Les catholiques d'Arlon virent dans leur arrivée l'occasion de créer une école primaire libre : elle fut ouverte avec 26 élèves, dès le 3 janvier 1889, dans la conciergerie et dans les annexes qui étaient les anciens bureaux de la banque. Elle fut à l'origine placée sous le patronage de Saint-Joseph.

¹ Voir page 9.

L'Institut Sainte-Marie à Arlon

Sur le site, l'école primaire devenue école d'application développera, à partir de 1969, des classes d'enseignement spécial. En 1974, un pouvoir organisateur différent de celui de l'ISMA prendra en charge cette école spécialisée fondamentale devenue autonome.

L'objectif de la Congrégation des Frères Maristes étant l'enseignement, il leur fallait créer une école normale primaire. Pour obtenir plus aisément l'agrégation nécessaire et parce qu'on ne disposait que de peu de place, on décida de ne l'ouvrir qu'aux seuls religieux. Sans attendre l'arrêté d'agrégation qui fut accordé le 30 janvier 1892 « dans le but de préparer des instituteurs de nationalité belge pour la Congrégation des Frères Maristes », l'école ouvrait ses portes en 1889. Pour abriter les classes, on construisit dès 1894 le bâtiment central actuel avec le clocheton et la statue de la Vierge.



*Deux vues du
bâtiment central,
avec le clocheton.*

Si, dès 1899, des religieux de nationalité étrangère purent être accueillis « pour former des instituteurs aptes à enseigner dans les écoles primaires de langue allemande », les premiers étudiants laïcs ne furent admis qu'en 1913 avec la nécessité de créer un internat, réservé d'abord aux seuls normaliens. C'est en 1944 que le régendat vint élargir l'offre de l'école normale.

En 1987, les nouvelles normes ne laissèrent de place que pour une seule école normale libre dans la province de Luxembourg. L'ISMA fut absorbé par l'Institut Libre d'Enseignement Supérieur (ILES) créé en 1984 et regroupant déjà Carlsbourg et Bastogne. Cette absorption, mal ressentie en terre arlonaise, amena le déménagement progressif des différentes sections vers Bastogne ; celui-ci fut terminé en 1989. L'ILES fusionnera en 1996 avec l'ISAT d'Arlon-Seraing et l'ISI Pierrard à Virton, pour former la Haute-École Blaise Pascal.

3. L'école secondaire

Sept ans après la création de l'école primaire, en 1896, les parents demandèrent la création d'une section dite « d'humanités ». Mais le peu d'inscriptions ne permit pas à cette section de vivre plus de deux ans.



Par contre, en 1896, on ouvrit également des classes professionnelles permettant aux élèves d'arriver au niveau de la 3^{ème} année secondaire. A partir de 1907, cette section se compléta pour devenir les humanités modernes dont les premiers diplômes furent homologués en 1910.

En 1940, une nouvelle tentative de développer des humanités anciennes avorta. Suite aux demandes répétées des parents d'avoir des humanités anciennes à l'ISMA, Monseigneur Charue chargea l'Abbé Félix Deom de créer, dans l'Institut des Frères Maristes, une section diocésaine dirigée par cet abbé et pour laquelle il désigna d'autres professeurs prêtres. La première rentrée en septembre 1950 fut un succès avec 32 inscrits. La section latin-mathématiques vit le jour en 1959, celle de latin-sciences en 1968. En 1969, cet appendice diocésain fut incorporé totalement dans l'enseignement secondaire de l'ISMA.



1955-56 : la section latine au grand complet ; de la 6^{ème} à la rhéto, elle était la première promotion latine de l'ISMA !

D'autre part, l'offre d'enseignement secondaire se compléta progressivement sous l'égide de l'école normale primaire : en 1956, les scientifiques B ; en 1958, les économiques ; en 1968, les sciences humaines. Ces sections, comprenant 3 années, étaient bien sûr sanctionnées par un certificat d'enseignement secondaire supérieur homologué et pouvaient être prolongées par une quatrième année qui permettait d'obtenir le diplôme d'instituteur.

L'introduction du rénové en 1977 intégra progressivement toutes les sections de l'école normale pour former en 1983 une seule entité.

D'autres filières furent ouvertes : dès 1979, des techniques de transition (biotechnique, arts appliqués, et puis socio-éducation-physique ; en 1981 une qualification technique en sciences sociales appliquées).

L'ISMA se lança très tôt dans l'informatisation de la gestion : il fut l'une des premières écoles de Belgique à se voir dotée dès 1982 d'un système informatique intégré.

En 1983, l'ISMA créa une année préparatoire à l'enseignement supérieur, une « spéciale math » ; elle ferma en 1991. Aujourd'hui des cours préparatoires à l'examen d'entrée des études d'ingénieur civil continuent à être organisés le samedi matin.

La mixité s'installa par degré en 3 années, de 1980 à 1982.

Au décès du Frère Luc, en 1998, la direction fut confiée à un laïc, Constant Habay, après plus de 100 années de direction mariste.



Le 14 mai 1987 : Sœur Emmanuelle à l'ISMA avec Frère Luc.

En octobre 2002, la Congrégation vendit à l'ASBL « Institut Sainte-Marie d'Arlon » l'ensemble des bâtiments scolaires avec cours, jardins et bois. C'est le 1^{er} septembre 2007 que frère Robert quittait l'ISMA et avec lui se terminait la présence d'une Communauté Mariste à Arlon. A cette occasion, un hommage lui a été rendu par toute la communauté éducative, les élèves et les sympathisants. Une chaîne d'amitié de 800 mètres concrétisée par un ruban bleu fut nouée tout autour du site.

En février 2008, l'enseignement catholique d'Arlon faisait la une de la presse avec des rumeurs de fusion qui ont semé l'agitation au sein du corps professoral de l'ISMA qui craignait de perdre son identité qu'il exprime depuis 20 ans à travers un slogan : « l'ISMA, c'est plus qu'une école ! ».

4. Le site aujourd'hui

Aujourd'hui, l'ISMA fondamental et secondaire compte 1410 élèves, dont une quarantaine d'internes ainsi que 82 élèves de l'enseignement fondamental spécialisé, soit près de 1500 sur le site.

Les bâtiments se sont adaptés progressivement au nombre d'élèves : de 638 m² de surface occupée en 1888 lors de l'achat de la propriété Berger, ils couvraient lors du centenaire de l'école en 1988 12.330 m². Depuis cette date, de nombreux travaux de rénovation, de rationalisation du chauffage, d'isolation et d'aménagement des abords ont été entrepris. La grande chapelle a été réaffectée en salle de sports. La piscine, après une importante remise à neuf, a été réouverte au début de 2009.

*Philippe MOTTEQUIN
avec la collaboration de Michèle MAJÉRUS*

Sources

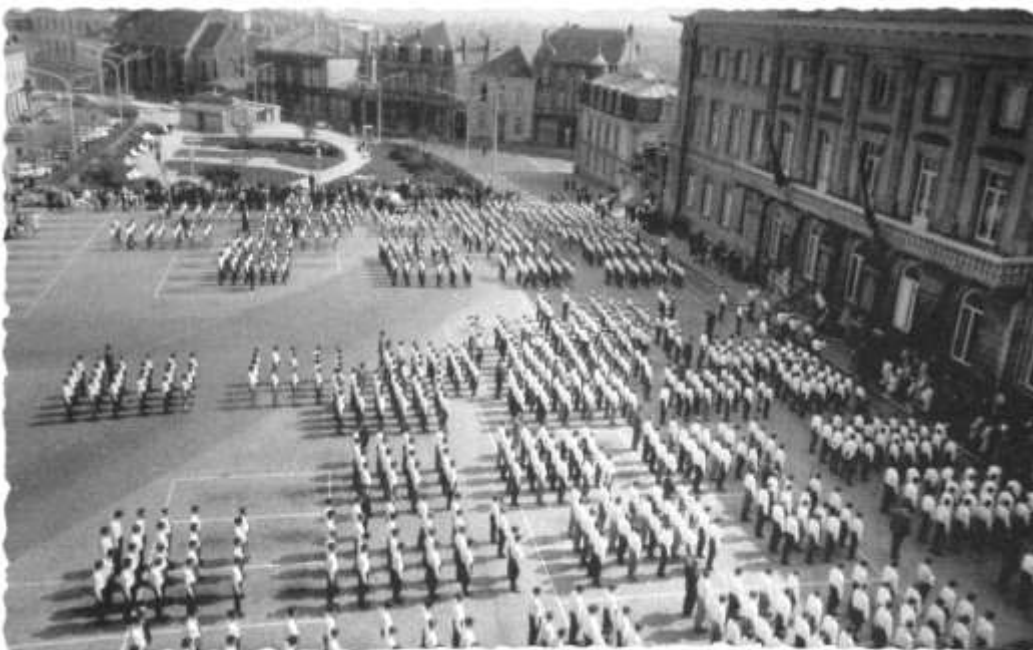
- *Institut Sainte-Marie Arlon, 1888-1988*, Arlon, 1989.
- *Les Frères Maristes au cœur de l'Eglise avec les jeunes*, 1989.

**L'Institut Sainte-Marie
à Arlon**



↑ *Vue d'ensemble de l'ISMA.*

Lors d'une fancy-fair, le 30 avril 1967... ↓



Tiré de « Propositions », décembre 2008.

L'Institut Sainte-Begge à Andenne

L'Institut Sainte-Begge est l'héritier d'une longue histoire scolaire que l'on pourrait faire remonter aux chanoinesses qui remplacèrent au XIIe siècle le monastère fondé par Sainte Begge et qui tinrent école jusqu'en 1787 pour les enfants d'Andenne.

Sainte Begge, qui a donné son nom à l'Institut andennais, est la fille de Pépin de Landen, sœur de Sainte Gertrude de Nivelles et lointaine ancêtre de Charlemagne. Veuve très jeune, elle créa au VIIe siècle, appelé aussi le siècle des saints, un monastère. Elle décéda vers 699.

I. L'enseignement pour les filles à Andenne

En 1813, l'Abbé Kinet fit appel aux Sœurs de Notre-Dame de Namur ; elles ouvrirent avec Mère Julie Billiard une école primaire cette année-là, mais suite à une mésentente entre la congrégation, le doyen Courtoy et le conseil communal, elles quittèrent Andenne en 1843. Les Sœurs de Notre-Dame revinrent à Andenne le 30 novembre 1866 malgré l'opposition du bourgmestre. Vu le développement de leur école, elles eurent rapidement besoin de locaux plus vastes. Par achats et échanges, elles occupèrent une partie des bâtiments actuels situés entre la rue de l'hôpital et la place du Chapitre. À partir de 1907, les Sœurs créèrent une école moyenne coupe-couture qui donnera naissance à une école professionnelle en 1936.



Les bâtiments de la place du Chapitre

En août 1941, les Sœurs de Notre-Dame quittèrent Andenne. Le relais fut assuré par les Sœurs de Pesche qui avaient une école primaire et professionnelle à Andenelle où elles restèrent tout en assurant la direction d'Andenne.



On se croirait dans un collège anglais !

En 1950, elles s'installèrent à la place du Chapitre à Andenne où on inaugura les nouveaux bâtiments de l'école professionnelle ainsi qu'une salle de gymnastique. L'école professionnelle d'Andenelle avec sa section « hôtellerie » fut transférée à Andenne.

Après un essai avorté d'une 5^{ème} et d'une 6^{ème} technique en 1957, on ouvrit en 1959 une première année d'humanités latines et modernes avec une quarantaine d'élèves.

Au degré supérieur, on opta pour les sections latin-sciences et scientifiques B. En 1960, on développa un cycle supérieur professionnel « travaux du bureau » qui compléta l'offre déjà existante « coupe-couture » et « hôtellerie ».

2. L'enseignement pour les garçons

La première école libre pour garçons fut fondée en 1879 en réaction à la loi Van Humbeck, dite « loi de malheur » par les catholiques, qui interdisait l'enseignement de la religion pendant les heures de cours : il s'agissait d'une école primaire qui prit le nom d'école Sainte-Begge. Cinq ans plus tard, elle dut fermer ses portes suite aux manœuvres du bourgmestre de l'époque.

Il fallut attendre 1911 pour qu'une école primaire libre pour garçons soit ouverte grâce à l'action du doyen Cartiaux qui entreprit la construction de bâtiments scolaires à la rue Bertrand et fit appel à la Congrégation des Frères de la Charité de Gand.

L'Institut Sainte-Begge à Andenne



En 1921, on créa une école moyenne à laquelle on adjoignit en octobre 1925 une section gréco-latine sous la responsabilité du clergé diocésain.

Le manque de locaux se fit rapidement sentir et, dès 1926, on construisit sur le site de la rue Bertrand de nouvelles classes. Les Frères de la Charité quittèrent Andenne en 1929 et l'établissement devint collège épiscopal tout en ne comptant que le cycle inférieur.

En 1946, l'école moyenne ferma ses portes par manque d'élèves et de ressources. On essaya bien de créer une section technique dépendante de l'ITN, mais ce projet fut abandonné en 1948.

La renaissance de l'Institut Sainte-Begge remonte à 1953 : on ouvrit cette année-là une 6^{ème} moderne avec 12 élèves. Le redémarrage fut difficile : en 56-57, on ne comptait encore que 26 élèves et 3 professeurs, mais les projets ne manquaient pas : dès 1957, création d'une 6^{ème} latine ; en septembre 59, une section professionnelle « mécanique - machines-outils - soudure » vit le jour, qui deviendra école autonome ; en septembre 62, ouverture du cycle supérieur avec deux sections « gréco-latines » et « sciences économiques ».

L'augmentation progressive du nombre d'élèves obligea à construire de nouveaux bâtiments à la rue Bertrand, qui furent inaugurés officiellement par Monseigneur Musty en 1968.

3. La restructuration de l'enseignement secondaire catholique à Andenne

Deux grands défis étaient à relever : assurer le remboursement des emprunts et compter sur un nombre d'élèves suffisant pour les différentes sections du cycle supérieur. La solution au deuxième défi fut de rapprocher progressivement les humanités générales de l'école des garçons et de celle des filles, en commençant par les cycles supérieurs dès 1967 et ensuite les cycles inférieurs à partir de 1972.

L'Institut Sainte-Begge à Andenne



*Les deux unificateurs à gauche sur la photo :
l'Abbé Greindl pour le secondaire et Aloïs Fabry pour le fondamental.*

L'Institut des Filles de Marie continua cependant à fonctionner de façon autonome comme école technique et professionnelle avec des sections dans le domaine de l'hôtellerie, la coupe-couture et les travaux de bureau.

L'introduction du rénové en 1978 amena une grande restructuration : un premier degré autonome installé à la rue Bertrand dirigé par Joseph Selvais, une deuxième école regroupant les 2^{ème} et 3^{ème} degrés du général ainsi que les sections dépendant de l'ancien Institut des Filles de Marie (secteur tertiaire) qui prit ses quartiers à la place du Chapitre ; elle était dirigée par l'Abbé Réginald Greindl qui fut plus tard Vicaire de l'enseignement du diocèse de Namur de 1991 à 1998.



Le site de la rue Bertrand aujourd'hui

L'Institut Sainte-Begge à Andenne

Le troisième institut, l'école professionnelle des garçons Sainte-Begge, élargit son offre à du technique de qualification et de transition, secteur industriel. La direction en fut confiée à Pierre Mengal. L'école technique Sainte-Begge quitta la rue Bertrand pour s'installer dans les bâtiments de l'école primaire, rue du Rivage à Seilles où on donnait essentiellement les cours techniques. Par contre, les ateliers étaient dispersés sur de multiples implantations. En 1983, on commença à regrouper tous les cours dans les bâtiments de l'usine Cobegge, avenue du Roi Albert à Andenne, qui seront progressivement aménagés.



Les bâtiments de l'école industrielle, avenue Roi Albert

De 1984 à 1989, l'école technique travailla avec le Patriarche à la réintégration de jeunes toxicomanes. Cette initiative généreuse fut interrompue à cause de problèmes soulevés par les autorités communales.

Depuis septembre 1990, des formations en alternance se sont développées à Andenne en collaboration avec les Cefas de Huy et de l'ITN à Namur, puis uniquement avec celui de Namur. Installée dans un premier temps dans l'école technique à Andenne, l'antenne Cefa émigra ensuite à Seilles en face de l'école primaire pour occuper aujourd'hui les locaux de l'Association Liégeoise d'Electricité à Andenne.

Les mesures de la Ministre Onkelinckx amenèrent ces 3 écoles à fusionner en 1996 en une seule école, tout en gardant les 3 sites.

Aujourd'hui, le P.O. de l'Institut Sainte-Begge, outre une école secondaire, a en charge également 5 écoles primaires réparties sur 10 implantations suite à un long travail de restructurations successives.

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- *Sainte-Begge, Une institution, une tradition*, Andenne, 1985 et le supplément « L'Institut Sainte-Begge de 1985 à 2000 ».
- *Andenne, le temps des libertés (1875-1975)*, Andenne, 1993.

Tiré de « Propositions », janvier 2009.

L'Institut Saint-Berthuin à Malonne

1. Son nom

Le nom de l'établissement est celui d'un moine irlandais qui fonda vers 660 une première église et une abbaye à Malonne. Il décéda en 698 et fut canonisé en 1200. On ne sait de quel ordre monastique dépendait la première abbaye de Malonne ; par contre, en 1147, des chanoines réguliers de Saint Augustin s'y établirent.

Lors de la suppression des établissements religieux par le gouvernement français en 1796, la communauté comptait 17 membres dont 7 curés. L'abbaye fut vendue une première fois en avril 1797.

2. Les origines de l'Institut

L'Institut Saint-Berthuin doit sa fondation à Monseigneur Dehesselle, évêque de Namur, et au chanoine Théodore de Montpellier, qui devint évêque de Liège.

Ces deux prélats créèrent en 1836 une Ecole Normale, la première fondée en Belgique depuis 1830. Ils en confièrent la direction aux Frères des Ecoles Chrétiennes. Installée d'abord à Namur, rue Verte, puis trois ans plus tard au château de Harlue, elle fut définitivement établie le 3 novembre 1841 à Malonne, dans l'ancienne abbaye achetée en 1840 par l'évêque de Namur. A cette même date, furent organisés les Cours Modernes, dénommés plus tard Humanités Modernes. Cette implantation prit alors le nom de pensionnat de Malonne.



L'école normale sur son premier emplacement, vers 1875

3. Le « premier » siècle

A l'origine, l'Ecole Normale et le Pensionnat avaient respectivement 36 et 22 élèves. En 1846, les bâtiments devinrent propriété des Frères des Ecoles Chrétiennes. En 1848, ces deux institutions comptaient chacune plus de 100 inscrits. Vingt-cinq ans plus tard, en 1873, l'Institut Saint-Berthuin abritait 115 normaliens et 320 pensionnaires. Ce nombre toujours croissant nécessita une enfilade de bâtiments sur plus d'un kilomètre, mais aussi l'organisation et la diversification des études.

L'Institut Saint-Berthuin à Malonne

C'est ainsi qu'à la demande de Charles Woeste, premier ministre de l'époque, fut créée une Ecole Normale Moyenne pour la formation des professeurs de l'enseignement moyen et qu'un nouvel essor fut donné aux Etudes préparatoires à l'Ecole Royale Militaire. A la veille du premier conflit mondial, l'Institut abritait plus de mille élèves internes.



Vue du nord vers 1920

Pendant la Grande Guerre et vu la proximité du fort de Malonne, l'Institut fut déplacé pour permettre la création d'un Hôpital Militaire : Allemands et Anglais s'y succédèrent.

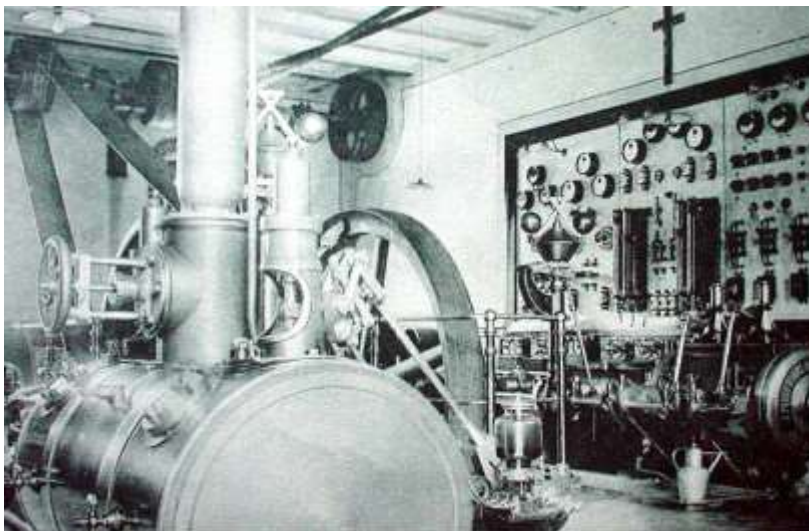
Depuis 1919, se sont organisées les classes inférieures dites Classes préparatoires qui comptaient deux années. Elles correspondaient aux 5^{ème} et 6^{ème} primaires. Les Humanités Modernes, d'une durée de 6 ans, accordaient une large place à la Littérature française, aux Mathématiques et aux Sciences. Cette formation donnait accès à la Faculté des Sciences Physiques et Mathématiques, aux Ecoles Supérieures de Commerce, aux Instituts Agronomiques Supérieurs, à l'Ecole Supérieure coloniale, aux Ecoles Techniques Supérieures. Les trois années inférieures préparaient à l'Ecole Normale Primaire et aux Ecoles techniques du degré secondaire (industrie, commerce, agriculture). Les trois années supérieures préparaient aux Ecoles Normales Moyennes, aux examens qui donnent accès aux Administrations de l'Etat ou des Provinces, aux banques, chemins de fer et poste. Une classe Spéciale orientait vers l'Ecole Royale Militaire, vers les Ecoles spéciales des Mines, du Génie Civil, des Arts et Manufactures, d'Architecture et d'Electricité. Les élèves de cette Spéciale étaient à même de présenter l'examen d'officier dans l'armée ou la gendarmerie. Une autre classe spéciale, appelée la Commerciale, préparait aux études supérieures de Commerce. Mais, rapidement, cette section émigra vers Anvers. De 1919 à 1940, le nombre d'élèves, tous internes, était limité à 850.

L'Institut Saint-Berthuin à Malonne



Vue de l'ouest, avec la cour d'honneur à l'avant-plan, vers 1903

Tout cet ensemble ne pouvait évidemment fonctionner que par une organisation et l'investissement de tout un personnel ouvrier important : l'Institut Saint-Berthuin fonctionnait presque en vase clos : on y cuisait le pain (près de 300 par jour), on y brassait la bière, mais aussi, dès 1855, une centrale y produisait de l'électricité. La communauté des Frères des Ecoles Chrétiennes y était nombreuse : au début du XXe siècle, ils étaient près de 80. Quelques-uns, diplômés dans plusieurs expositions et par les gouvernements européens, apportèrent à l'Institut Saint-Berthuin une renommée internationale : des mathématiciens célèbres (les frères Dalle, Dewale, Mémoire, Schons), des hommes de sciences (le frère Macardus et Ernest Solvay en chimie, le frère Gochet en Géographie) et bien d'autres encore, sans oublier le frère Mutien-Marie.



La centrale électrique installée en 1855

4. L'après 2^{ème} guerre

Au lendemain du deuxième conflit mondial, l'Institut connut un nouvel essor : de nouveaux bâtiments remplacèrent les anciens démodés. L'Institution investit également dans une rénovation des méthodes pédagogiques, soutenue d'ailleurs par une revue et par l'édition de nombreux manuels scolaires destinés aussi bien aux élèves du primaire qu'à ceux du secondaire. Qui n'a côtoyé l'un ou l'autre manuel de « La Procure » ?

En 1964, les Frères offrent de nombreux hectares en emphytéose à l'ASBL Saint-Jean-Baptiste de la Salle afin qu'elle y construise un IMP et l'école secondaire d'enseignement spécialisé Reumonjoie.

L'Institut prend progressivement un nouveau virage. La diminution des vocations religieuses s'est traduite par un transfert progressif des responsabilités des Frères aux laïcs. Ainsi, le Moniteur du 24 août 1967 publie les textes fondateurs d'une nouvelle ASBL dénommée « Comité Organisateur de l'Institut Saint-Berthuin des Frères des Ecoles chrétiennes, Section Humanités et Ecoles normales » qui scelle la prise de distance entre le propriétaire des biens immobiliers (l'ASBL Institut Saint-Berthuin qui est aux mains des Frères) et l'organisateur de l'enseignement secondaire et supérieur.

En 1973, se crée l'école d'enseignement primaire spécialisé Saint-Berthuin qui s'établit aux côtés de l'école primaire d'application.

Le 20 septembre 1989, le propriétaire cède par un contrat de commodat ses bâtiments, terrains, mobiliers et matériels à une nouvelle ASBL « Communauté Scolaire » qui reçoit la mission de les gérer en vue de donner et favoriser un enseignement dont le but est défini par le Secrétariat national de l'Enseignement catholique et par le projet Lasallien (art. 2). Cette ASBL reçoit aussi la mission de gérer l'internat qui rassemble les jeunes des 3 niveaux d'enseignement : le primaire, le secondaire et le supérieur. Ses premiers gros chantiers furent la réfection de l'internat des filles au « Pôle Sud », la construction d'un hall omnisports sur le « plateau » et la restauration de la salle des fêtes.

En 1993, suite à une première restructuration de l'enseignement supérieur qui fait disparaître les écoles moyennes d'application, le 1^{er} degré du secondaire quitte le giron de l'enseignement supérieur pour fusionner avec les humanités.

En 1996, suite à une seconde restructuration de l'enseignement supérieur, l'Ecole Normale Saint-Berthuin se détache de l'autorité du fond de Malonne pour s'associer à l'Institut Sainte-Elisabeth, l'Ecole Normale de Champion et l'Ecole Sociale de Namur et former la Haute école : l'HENaC. En 2007, cette dernière s'est associée à l'IESN pour constituer l'HENAM.

En 1999, le bâtiment de l'infirmerie est loué à la crèche « Les Fougères » qui devait quitter les locaux qu'elle occupait dans le couvent des Sœurs bénédictines à la citadelle de Namur. En 2000, la « Joie du Foyer » rachète le site des bâtiments de l'ancienne ferme pour y implanter 25 logements sociaux.

La gestion de l'internat et des biens immobiliers se faisait de plus en plus difficile à cause de la diminution du nombre d'internes, l'incompressibilité de nombreuses charges, la fonte du soutien financier de la Congrégation, le manque de subsides de la Communauté française et la vétusté de bâtiments qui nécessitaient des investissements importants, tant pour s'adapter au confort moderne que pour permettre une réduction des coûts et respecter des normes de sécurité de plus en plus sévères. L'internat de l'enseignement primaire est fermé en 1998. Trois ans plus tard, c'est celui du

secondaire. Le 30 juin 2001, les derniers internes firent donc leurs valises : ils étaient au nombre de 100 dans une école secondaire qui comptait un peu moins de 500 élèves ! Ce fut un moment douloureux. Ce nouveau pari était fou car l'école ne comptait pas 400 externes et risquait la fermeture pure et simple. C'eût été sans compter sur le dynamisme de toute l'équipe enseignante qui s'est mobilisée pour barrer la route à la fatalité. L'effectif des 398 externes de juin 2001 ne fut qu'un court mirage. En s'ouvrant sur son environnement immédiat, l'école ne dut jamais faire appel à la dérogation pour se maintenir et ses effectifs crûrent rapidement pour flirter aujourd'hui avec les 700 jeunes.

L'autre pari était immobilier. En fermant l'internat, l'école secondaire se retrouvait avec des classes dispersées sur des centaines de mètres de bâtiments dont elle n'occupait que le rez-de-chaussée. L'ASBL propriétaire a repris possession de la cour d'honneur, centre historique prestigieux mais difficile d'exploitation pour une école. Cette cour du XVII^e siècle devient progressivement un pôle associatif de la vie essentiellement malonnoise. Le service de médiation Médinam y a pris ses quartiers à la rentrée scolaire 2007. En accord avec l'ASBL propriétaire, l'école secondaire reçut en bail emphytéotique de grands bâtiments géographiquement rassemblés mais pour une grande partie inadaptés. En 3 ans, à la force du poignet, la direction, l'ouvrier d'entretien, les enseignants, des élèves et des groupes de parents abattirent plus de 200 chambres d'internat et y reconstruisirent de leurs mains une trentaine de classes et de bureaux qu'ils équipèrent.

Fort heureusement, leur élan ne s'est pas envolé en fumée avec le fameux incendie du 13 janvier 2005 qui, en une nuit, a ravagé 150 mètres de bâtiments désaffectés dont deux tiers venaient d'être accordés à la « Joie du Foyer » et un tiers – le « bloc math » – était promis à l'école secondaire qui y projetait de nouvelles classes pour la rentrée suivante. L'école reçut ainsi un bloc de briques calcinées dont la démolition ne devrait plus tarder pour laisser place à un simple mais nécessaire parking.

Aujourd'hui, l'école secondaire est rassemblée autour de la grande cour Saint-Berthuin et bénéficie de locaux spacieux et lumineux. Les périodes de vaches maigres sont passées et de nouveaux projets peuvent être menés par entreprise : agrandissement de la salle d'étude, de la salle des professeurs, du réfectoire, nouveau bloc sanitaire, réfection de la cour, ...

*Michel LENOBLE, avec la collaboration de
Yannick DUPAGNE et Philippe MOTTEQUIN*

L'Institut Saint-Berthuin à Malonne



Vue aérienne depuis le nord ↑

⇨ Vue d'une bonne partie des bâtiments vers 1955 avec la cour de l'Institut encore garnie de végétation

Extraits du code de vie de 1920 (texte complet sur le site de l'Institut Saint-Berthuin à Malonne)

.../

Situation

L'Institut Saint-Berthuin s'élève dans un vallon pittoresque à sept kilomètres de la gare de Namur, à laquelle un tram électrique le relie.



Le tram s'arrêtait devant l'entrée de la cour d'honneur ; sur cette photo il fonctionnait toujours à la vapeur

But

Les professeurs se proposent :

- 1° De donner à leurs élèves une éducation foncièrement chrétienne ;*
 - 2° D'en former des hommes d'initiative, au caractère viril, aux facultés ouvertes, capables de penser et d'agir par eux-mêmes ;*
 - 3° De les préparer aux différents examens donnant accès aux carrières publiques.*
- .../



Former des hommes d'initiative, au caractère viril, ...

Éducation et discipline

Les élèves d'une même classe sont séparés de façon permanente d'avec ceux de toute autre classe, tant pour les études et les récréations que pour les leçons. Les Professeurs surveillent eux-mêmes les études, les repas, les jeux, le repos de leurs élèves respectifs. Ce système, spécial aux Frères, rend possible la vie de famille. A la fois professeurs et surveillants, les maîtres peuvent former plus sûrement les caractères qu'ils observent dans leurs manifestations les plus spontanées, aux heures de récréation et de promenade, comme dans les plus petits détails de la discipline générale.

Émulation

Une louable émulation est entretenue parmi les élèves par le contrôle quotidien des devoirs et des leçons, par des compositions hebdomadaires et mensuelles, par des examens trimestriels et par des concours généraux de fin d'année. Le bulletin trimestriel et le palmarès de la distribution des prix spécifiant les résultats obtenus, sont adressés aux parents. Il importe à ceux-ci d'y attacher la haute importance qu'ils méritent, de même qu'aux cartes mensuelles qui renseignent sur la conduite et l'application.

Pour être admis à la classe immédiatement supérieure, l'élève doit réunir les 6/10 dans l'ensemble des concours de fin d'année et justifier des 4/10 en français et en mathématiques.

.../

Hygiène et santé

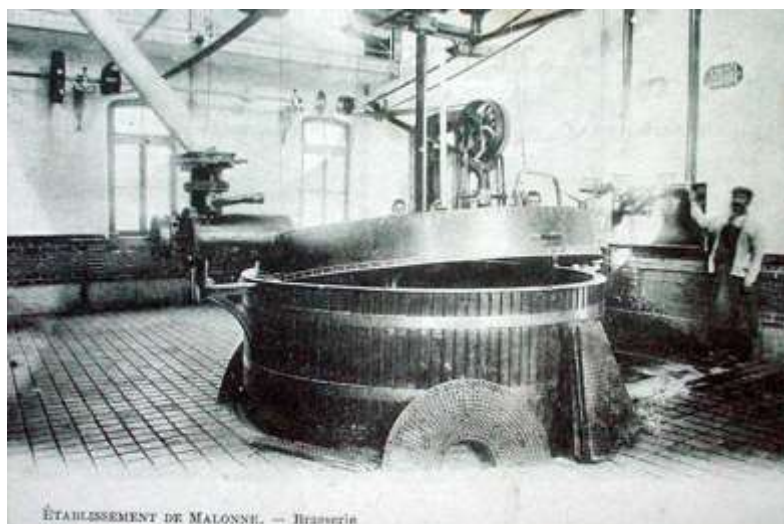
Grâce à une situation exceptionnelle, à l'éloignement de la ville et de tout centre industriel, l'Institut Saint-Berthuin jouit de l'air pur et fortifiant de la campagne. Les installations y satisfont aux lois de la plus stricte hygiène et le confort moderne s'y accuse dans les divers services : éclairage électrique, salle de bains, bassin de natation.

De vastes cours de récréation, une plaine de sports de 12 hectares, un parc avec bois et promenades dans la propriété, une salle pour la gymnastique suédoise, permettent de donner à la culture physique des soins tout particuliers.

Une boulangerie, une brasserie, une boucherie installées dans la maison même, donnent toute garantie au régime alimentaire, à la fois sain et abondant, auquel sont soumis les élèves.

Un médecin est attaché à la maison ; aux premiers symptômes de maladie, les parents sont prévenus.

.../



Admission

Les enfants peuvent être admis dans la Section préparatoire du Pensionnat vers l'âge de 8 ans.

Chaque élève produit en entrant une attestation de vaccin, et, s'il sort d'une maison d'éducation, un certificat de bonne conduite. La production de ce certificat est de rigueur. Les plus grandes précautions sont prises pour ne pas introduire dans le Pensionnat des élèves dont l'influence pourrait être mauvaise. Si, dans la suite, on acquiert la conviction qu'un élève ne convient pas à la maison, il est remis à sa famille, avec toute la prudence réclamée en pareille circonstance.

A leur entrée au Pensionnat, les élèves subissent un examen qui permet de les placer dans la classe en rapport avec leurs aptitudes.

.../

Renseignements divers

.../

Les Professeurs se réservent le droit de surveiller la correspondance et de visiter les armoires. L'envoi de journaux et autres imprimés est interdit.

.../

Les malles des élèves doivent occuper le moins de place possible et ne pas excéder les dimensions suivantes : 1 mètre de longueur sur 0,50 de largeur. Les Paniers en osier ne sont pas tolérés. L'Institut ne peut se rendre responsable des soustractions qui se feraient en cours de route. C'est pourquoi les parents sont engagés à fermer les malles avec sûreté et même à faire une déclaration au bureau d'expédition.

.../

Sorties et vacances

Les parents peuvent voir leurs enfants régulièrement le mercredi ou le dimanche en dehors des offices religieux. Toute personne autre que le père, la mère ou le tuteur, pour être admise à communiquer avec les élèves, doit présenter une permission écrite des parents.

Les élèves qui ont obtenu la carte mensuelle du 1^o ou du 2^o degré peuvent être autorisés à sortir, une fois par mois, en compagnie de leurs parents, entre 10 et 18 heures. Les parents doivent remettre eux-mêmes leurs enfants soit à l'institut de Malonne, soit au Boulevard Mélot, n^o 14, à Namur. Les sorties sont supprimées pendant la quinzaine qui suit la rentrée des classes et celle qui précède les vacances, aux jours de carnaval, à la mi-carême et au mois de juillet.

La durée des vacances est de huit jours au nouvel an, de trois semaines à Pâques, et de deux mois à la fin de l'année scolaire. Les parents sont informés, en temps utile, des jours fixés pour la sortie et la rentrée et dans quelles directions les Professeurs accompagnent les élèves à l'aller et au retour. Ils sont invités à veiller à ce que l'élève rentre exactement au jour et à l'heure indiqués.

Sauf à la Pentecôte, où un congé de deux jours est donné avec le consentement des parents, des congés ne sont accordés que pour des cas tout à fait exceptionnels. Dans l'intérêt des études aussi bien que de la discipline de la Maison, les parents doivent préférer, en ce point comme en d'autres, l'ordre général à tout régime d'exception. La Direction de l'Institut émet le vœu que les nouveaux élèves soient accompagnés de leurs parents à la rentrée des classes.

.../

*La direction
Malonne, le 15 août 1920*

Tiré de « Propositions », février-mars 2009.

Sketch Academy

INDEX DES ECOLES

Andenne, Institut Sainte-Begge	tome II, page 80
Arlon, Institut Cardijn Lorraine	tome III, page 9
Arlon, Institut Sainte-Marie	tome II, page 74
Athus, Institut Cardijn Lorraine	tome II, page 9
Athus, Institut Marie-Médiatrice	tome II, page 9
Athus, Institut Sainte-Anne	tome II, page 10
Auvelais, Institut Notre-Dame	tome IV, page 110
Auvelais, les Collèges Saint-André	tome IV, page 93
Barvaux, Institut du Sacré-Cœur	tome II, page 33
Beauraing, Institut Notre-Dame	tome IV, page 61
Beauraing, Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur	tome I, page 45
Bertrix, Ecole technique communale	tome III, page 88
Bertrix, Institut Notre-Dame à Bertrix	tome IV, page 45
Bertrix, Institut Notre-Dame du Rosaire	tome IV, page 49
Bertrix, Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur	tome IV, page 45
Bonneville, Ecole Professionnelle Saint-Lambert	tome III, page 74
Bouillon, Institut Sainte-Marie	tome II, page 53
Burnot, Collège du Sacré-Cœur	tome I, page 23
Carlsbourg, Institut Saint-Joseph	tome III, page 3
Champion, Institut de la Providence	tome III, page 92
Ciney, les Instituts Saint-Joseph	tome II, page 18
Differt, Institut de Nazareth	tome II, page 11
Dinant, Collège Notre-Dame de Bellevue	tome II, page 38
Dinant, Institut Georges Cousot	tome II, page 29
Durbuy, Institut Clairval	tome III, page 64
Eghezée, Collège Saint-Hubert	tome III, page 41
Eghezée, C.S. Saint-Joseph - Saint-Hubert	tome III, page 37
Eghezée, Institut Saint-Joseph	tome III, page 38
Erpent, Collège Notre-Dame de la Paix	tome I, page 65
Etalle, Ecole professionnelle	tome III, page 59
Etalle, Institut de la Providence	tome III, page 57



Floreffe, Séminaire	tome I, page 51
Florenville, Institut Champagnat	tome I, page 62
Florenville, Institut Sainte-Anne	tome I, page 59
Fosses, Institut Sainte-Marie	tome IV, page 104
Gedinne, Institut Notre-Dame	tome IV, page 69
Gembloux, Collège Saint-Guibert	tome IV, page 29
Gembloux, les Instituts Notre-Dame	tome IV, page 29
Gembloux, les Instituts Saint-Guibert	tome IV, page 35
Godinne, Collège Saint-Paul	tome I, page 19
Habay-la-Neuve, Communauté scolaire Saint-Benoît	tome IV, page 121
Habay-la-Neuve, Institut de l'Immaculée Conception	tome IV, page 121
Habay-la-Neuve, Institut de la Sainte-Famille	tome IV, page 126
Jambes, Ecole professionnelle	tome III, page 45
Jambes, Institut Saint-Joseph	tome III, page 45
Jamoigne, Ecole technique moyenne	tome I, page 59
Jemelle, Institut de la Sainte-Famille	tome II, page 4
La Roche, Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur	tome IV, page 17
Libramont-Bertrix, Institut Saint-Joseph	tome III, page 85
Malonne, Institut Reumonjoie	tome III, page 32
Malonne, Institut Saint-Berthuin	tome II, page 85
Maredsous, Collège Saint-Benoît	tome I, page 83
Maredsous, Ecole des Métiers d'art	tome IV, page 88
Namur, Bureau de l'Enseignement	tome IV, page 3
Namur, Ecole Professionnelle Saint-Nicolas	tome III, page 79
Namur, Institut des Arts et des Techniques Artisanales	tome IV, page 75
Namur, Institut Notre-Dame	tome II, page 25
Namur, Institut Saint-Louis	tome I, page 9
Neufchâteau, Institut Saint-Joseph	tome II, page 50
Neufchâteau, Institut Saint-Michel	tome II, page 45
Philippeville, Institut Notre-Dame - ens. spécialisé	tome III, page 69
Philippeville, Institut Notre-Dame	tome I, page 37
Rochefort, Institut Saint-Joseph	tome II, page 3
Rochefort-Jemelle, Institut Jean XXIII	tome II, page 3
Saint-Hubert, Institut Notre-Dame	tome III, page 14

Saint-Hubert, Institut Saint-Joseph	tome III, page 24
Schaltin, EPSIS	tome I, page 71
Tamines, Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste	tome IV, page 135
Tamines, Institut libre d'enseignement technique des Alloux ...	tome IV, page 158
Tamines, Institut Sainte-Catherine	tome IV, page 150
Vedrin, Ecole Professionnelle Saint-Lambert	tome II, page 68
Vielsalm, Institut du Sacré-Cœur	tome II, page 58
Virton, Centre Scolaire de l'Immaculée Conception.....	tome I, page 28
Virton, Collège Notre-Dame du Bonlieu	tome I, page 27
Virton, Collège Saint-Joseph	tome I, page 27
Virton, Institut de la Sainte-Famille	tome I, page 31
Virton, Institut Pierrard	tome I, page 75
Wanfercée-Baulet, Institut Sainte-Anne	tome IV, page 163